

LE MOUVEMENT NATIONAL BRETON.

Son évolution ; sa position lors de la deuxième guerre mondiale.

Le mouvement national breton est, en général, fort peu connu ; dans la mesure où il est connu, il l'est très mal. Pendant la période d'entre les deux guerres, alors que ses éléments extrémistes se développaient sous la forme du Parti Autonomiste, puis du Parti National Breton, les autorités françaises s'efforcèrent d'en nier l'existence puis d'en dissimuler l'importance ; elles agirent de façon que le public ne fut jamais renseigné à son sujet ; en effet, lorsque l'on était contraint par les événements d'en parler, c'était pour accumuler et contre lui fausses informations et calomnies. Aussi le fait indéniable, au début de la deuxième guerre mondiale, de son apparition sur la scène internationale, souleva-t-il une profonde stupéfaction et provoqua une violente indignation.

Ce furent donc, après la guerre, de terribles sanctions contre les nationalistes bretons. L'action menée contre tout ce qui peut être considéré comme faisant partie du mouvement national breton continua impitoyable, plus ou moins officielle, plus ou moins sournoise. Tout ce qui n'est pas breton affublé d'une estampille gouvernementale est suspect, donc combattu sans merci, et les calomnies continuent à être répandues.

En veut-on un exemple récent ? Lorsqu'en 1950, l'Assemblée Nationale discutait le projet de loi relatif à l'enseignement des langues locales, une violente campagne fut déclanchée contre la langue bretonne. Des journaux, réputés sérieux, comme Le Monde et Le Figaro y participèrent avec entrain. On put même lire dans Le Figaro, sous la signature d'un écrivain considéré comme l'un des plus grands de la littérature française actuelle, cette assertion que le mouvement en faveur de la langue bretonne était dû à une influence étrangère et remontait à l'occupation allemande de 1940-1944. Cette assertion, malgré les centaines de lettres de protestation qu'elle provoqua (et cela de l'aveu même de l'auteur de l'article incriminé) ne fut cependant pas rectifiée.

Mettons donc tout de suite au point cette question avant d'aborder le côté politique du mouvement national breton. La langue bretonne, jamais enseignée, vit toujours et est parlée par plus de douze cent mille personnes. Elle a toujours eu ses défenseurs, a toujours été étudiée par des savants. Dès avant la Révolution elle comptait nombre de grammaires et de dictionnaires. Au début du XIX^{ème} siècle Le Gonidec, surnommé le Père de la langue bretonne, la codifia.

Après lui, de La Villemarqué et le colonel Troude, puis ^{du cours} ~~pendant les~~ toutes premières décades du XX^{ème} siècle Ernault, F. Vallée, Mevel Mor-diern, Roparz Hemon, suivis par de nombreux auteurs d'études, de grammaires, de vocabulaires, continuèrent à doter la langue des instruments nécessaires à son épanouissement.

En même temps, l'activité littéraire connaissait un remarquable développement. Après les nombreux poètes et conteurs de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, la littérature bretonne s'affirmait dans tous les genres avec des noms tels que Tanguy Malmanche, Calloc'h, Jakez Riou, R. Masson et L. Herrieu pour ne citer que des disparus. L'Union et la Fédération Régionalistes créaient des concours et des prix. En 1925 Breiz Atao lançait un supplément littéraire, Gwalarn (Nord-Ouest) qui devint rapidement, sous l'impulsion de Roparz Hemon, une belle revue indépendante. Gwalarn parut chaque mois, avec une admirable régularité jusqu'en 1944. L'école de Gwalarn et d'autres groupements, réunissaient une élite d'écrivains publiant romans originaux, adaptation des légendes et épopées celtiques, ouvrages d'histoire, d'archéologie, études économiques, traductions de chefs-d'œuvre de littératures étrangères, livres pour enfants et livres de classe. Si un pareil effort, un pareil essor s'étaient produits en quelque Poldavie d'Europe centrale ou orientale toute la presse française en eut parlé ! des comités auraient été créés pour les faire connaître et pour les aider. Mais cela se passait en Bretagne, dans les limites politiques de l'Une et Indivisible; et cela n'était pas admissible.

A côté de l'activité littéraire se développait l'action revendicatrice pour l'enseignement de la langue. Dès 1870 paraissait la Pétition du comte de Charençay, Henri Gaidoz et Ch. de Gaulle ; à la fin du siècle, au début du XX^{ème} des cours s'ouvrirent à Paris et ailleurs. De nombreuses interventions se produisaient au Parlement ; les plus importantes furent, en 1909, celle de Paul Guieysse appuyée de toute la représentation républicaine de Bretagne, suivie par celle du Marquis de l'Estourbeillon appuyée par la droite (à cette époque le mouvement breton subissait encore l'emprise des idéologies politiques françaises). Après la guerre, une très importante pétition fut présentée au Congrès de la Paix par le Marquis de l'Estourbeillon; le Président Wilson reçut à cette occasion une délégation bretonne. Les pétitions (dont le poète Calloc'h, mort pour la France en avait demandé l'organisation), devaient se multiplier. Les Cercles Celtiques créèrent de nombreux cours ; une organisation de cours par correspondance qui eut une grande influence se développait sous l'impulsion de Marc'haric Gourlaouen ; un certificat breton était créé dans le Finistère par une association dirigée par R. Delaporte. Les écoles libres revinrent à l'enseignement de la langue, devant le mouvement qui se développait dans les écoles laïques ; Yann Schier publiait la revue Ar Falz (la faucille) organe des instituteurs laïques partisans de l'enseignement du breton. Fondée en 1934, l'association Ar Brezoneg er SMol (le breton à l'école) lança une campagne en vue de faire voter un vœu en faveur de l'enseignement officiel du breton. Ce vœu était voté par la presque totalité des Conseils municipaux de la Bretagne bretonnante, par plusieurs Conseils Municipaux de Haute-Bretagne, les Conseils Généraux, les Chambres de commerce, d'Agriculture, la plupart des Sociétés folkloriques, d'histoire, d'archéologie, etc. Devant ce mouvement unanime le chanoine Desgranges, député du Morbihan présenta à la Commission de l'Enseignement de la Chambre des Députés un remarquable rapport favorable à l'enseignement de la langue bretonne ; ce rapport fut approuvé par les trente-trois membres de la Commission.

Voilà où en était la question à la veille de la deuxième guerre mondiale. Après ce rapide aperçu de la situation, tout lecteur

impartial conviendra que pour affirmer que le mouvement en faveur de la langue bretonne est le fait de l'occupation allemande de 1940-1944 il faut ou tout ignorer de la question (et alors pourquoi parler de ce que l'on ignore, surtout en d'aussi graves conjonctures), ou faire montre de la plus parfaite mauvaise foi. Hélas, il en est presque toujours ainsi de la part de ceux qui parlent de la question bretonne : ignorance ou volonté de falsifier les faits.

Laissons à présent l'aspect culturel du mouvement national breton pour examiner son aspect politique. Il sera facile de constater que le sentiment national breton ainsi que les antagonismes politiques et économiques entre la France et la Bretagne ont toujours existé ; c'est leur persistance qui est la cause de ce que certains, à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, ont appelé le malaise breton. Pour l'éviter, pour le supprimer, il aurait fallu que les Pouvoirs Publics français pratiquassent à l'égard de la Bretagne une toute autre politique que celle qui fut continuellement la leur.

Il ne s'agit pas de retracer ici l'histoire si passionnante soit-elle de la Bretagne. Nous ne parlerons pas de la receltisation de l'Armorique par l'émigration bretonne des Vème et VIème siècles, ni du royaume de Bretagne. Mais pour bien réaliser ce que peut être à notre époque l'esprit national breton, il est quelques faits qu'il importe de rappeler. Tout s'enchaîne au cours des âges ; les générations d'une époque donnée, même peu ou mal instruites de leur passé national, en conservent en elles le sentiment et l'influence ; il y a pour les peuples comme pour l'individu une subconscience : elle reflète les gloires, les souffrances et les aspirations des temps révolus ; elle sait les utiliser pour sauvegarder les intérêts éternels, maintenir la personnalité de ce peuple.

En 1366, le traité de Guérande met fin à la guerre de Succession de Bretagne, un des premiers épisodes de la guerre de Cent ans. Jean de Monfort, soutenu par les Anglais, a triomphé de Charles de Blois, époux de la prétendante Jeanne de Penthièvre soutenus par les Français. ~~La Bretagne va connaître alors une ère de paix et de prospérité remarquable ; elle ne fut troublée, au début, que par un événement. Le duc Jean, élevé en Angleterre était plutôt anglophile ; cela mécontentait certains Bretons ; les Français en profitèrent pour fomenter des troubles et le duc Jean se retira en Angleterre. Duguesclin, connétable de France, accepta de se mettre à la tête de l'armée française afin de conquérir la Bretagne pour le roi de France. Ce fut une indignation générale ; tous les chefs bretons signèrent un acte d'association et rappelèrent le duc. Son retour fut triomphal ; sur la plage de Dinard, le 23 août 1379, la population entière l'accueillit à genoux ; même Jeanne de Penthièvre veuve de Charles de Blois était là pour l'accueillir. Cette page est parmi les plus belles de l'histoire de Bretagne. Et ce fut près d'un siècle de paix.~~ La sage politique de ses ducs saura tenir la balance égale entre les prétentions de la France et de l'Angleterre ; elle maintiendra la Bretagne en dehors des luttes continentales et se consacrera au développement de la prospérité du pays. Si quelques Bretons combattent dans les rangs de l'armée française cela ne touche en rien au fond de la question ; ils y sont à titre individuel louant leurs services à un prince étranger ce qui était fréquent alors. Le plus célèbre à cette époque est le connétable de Richemont, la vainqueur de Formigny. Mais devenu duc de Bretagne

de la prospérité remarquable

soutenus par les Français. Jean IV est
 reconnu comme duc de Bretagne; mais le
 roi de France Charles V conserve l'ambition de
 conquérir la Bretagne. Les intrigues françaises
 fomentées par l'anglophilie excessive de
 Jean IV provoquent des troubles et le duc se
 retire en Angleterre. Oubliant toute mesure
 Charles V décide l'annexion du duché à la
 couronne, annexion confirmée par le
 Parlement de Paris. Du Guesclin, connétable
 de France, sentint cette décision et l'armée
 française se prépara à occuper la Bretagne.
 Ce fut une indignation — — —

Mais devant l'obstination de Charles V il fallut
 attendre la mort de ce dernier pour que Jean IV fut
 enfin définitivement reconnu duc de Bretagne.
 Et ce fut vers l'an mille — — —

4

sous le nom d'Arthur II il n'en refusa pas moins, comme tous ses prédécesseurs, de rendre l'hommage lige au roi de France.

Cette belle période devait s'achever à la fin du XV^{ème} siècle. Inquiet des visées de Louis XI sur le duché, le duc François II s'engage dans la lutte et entre en guerre contre Louis XI. L'armée bretonne est battue à Saint-Aubin-du-Cormier près Rennes en 1488 ; François II meurt peu après laissant pour héritière une enfant de douze ans, Anne. Le mariage de la jeune duchesse avec Charles VIII, mariage imposé par la force des armes faisait du roi de France le duc de Bretagne. (1491)

Mais Charles VIII mourut prématurément ; le mariage d'Anne avec son successeur Louis XII en 1499 rendait à la duchesse Anne la pleine souveraineté de son duché ; le roi de France n'était que l'époux de la duchesse de Bretagne. Cependant les serviteurs de la monarchie française veillaient ; en dépit des efforts d'Anne, sa fille aînée Claude fut mariée au futur François I^{er} ; sa succession fut escamotée et sa seconde fille Renée en fut frustrée.

Tout cela ne suffisait pas à l'ambition, à la tranquillité de la monarchie française ; il fallait l'incorporation définitive du duché à la couronne.

En 1532, par la menace, les promesses et, hélas, la corruption, la demande d'union de la Bretagne et de la France est extorquée aux Etats de Bretagne. (Les Etats de Bretagne étaient l'Assemblée des trois états : clergé, noblesse, tiers, représentant la bourgeoisie des villes ; ils se réunissaient tous les deux ans et correspondaient à peu près à ce que l'on appelle aujourd'hui le Parlement ; c'était une assemblée politique. Le Parlement d'alors était une haute cour de justice et d'enregistrement chargée de maintenir et de défendre les droits de la province).

Le roi de France accepta la demande d'union présentée par les Etats ; il le fit au moyen d'ordonnances reconnaissant l'autonomie de la Bretagne "province réputée étrangère" (c'est ainsi qu'elle fut nommée). Il reconnaissait explicitement les droits de la Bretagne, entre autre le vote des impôts par les Etats ; les impôts bretons employés en Bretagne ; pas de service militaire pour les Bretons hors de Bretagne ; les bénéfices ecclésiastiques de Bretagne réservés à des Bretons.

Ainsi c'en est fait

Avant l'Union, la Bretagne était une des régions les plus riches et les plus enviées d'Europe. Qu'a-t-elle gagné à devenir française ? Tout d'abord la disparition des traités de commerce que ses ducs avaient passés avec presque tous les pays d'Europe, avec la Turquie ; la décadence rapide de sa marine marchande une des premières d'Europe ; l'interdiction de la culture de la vigne, source d'importants revenus et de droits fiscaux. L'union avait été faite pour assurer la paix entre les deux pays, mais on avait compté sans les incursions anglaises et ... sans les guerres civiles. La Bretagne ne souffrit pas des premières guerres de religion ; on y était alors relativement tolérant. Les Bretons catholiques ou protestants qui voulaient se battre le faisaient en France dans les armées françaises. Cela changea lorsque sous la Ligue, la question prit un tour politique ; le duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne, parent des ducs de Guise, tenait pour la Ligue avec de secrètes ambitions personnelles ; la guerre de la Ligue fut terrible en Bretagne et le pays en sortit ruiné.

Ainsi c'en est fait : la Bretagne est désormais unie à la France d'une manière qui semble définitive. Au cours d'un millénaire les rois et les empereurs francs puis les rois de France, de façon plus ou moins continue selon les circonstances plus ou moins sournoise ou officielle et violente, ont tendu tous leurs efforts pour atteindre le but qu'ils ambitionnaient : la possession de la Bretagne.

Les quelques faits rappelés ci-dessus ne peuvent donner au lecteur non averti une idée des conflits d'influence, des intrigues, des négociations qui précédèrent ce résultat. C'est que la Bretagne par sa position géographique, par sa valeur propre, par l'importance même qu'elle représentait pour la France, était également convoitée par tous les grands États : l'Angleterre, l'Espagne, le Saint-Empire souhaitaient se l'adjoindre, soit par mariage, soit par conquête. La Bretagne fut, à plusieurs reprises, le point névralgique de la politique internationale ; cette situation atteignit son maximum d'intensité pendant la seconde moitié du XV^{ème} siècle et plus particulièrement après la mort de François II. La succession de Bretagne, liée au mariage de l'héritière du duché, Anne, fut la grande affaire de cette époque : la duchesse Anne fut fiancée au prince de Galles, promise à de grands seigneurs bretons, à Alain d'Albret et à d'autres princes étrangers, mariée par procuration à Maximilien d'Autriche avant d'épouser Charles VIII. L'union de la Bretagne et de la France, au milieu de ces intrigues et de ces convoitises, fut obtenue grâce à la ruse, aux combinaisons, à l'opiniâtreté de Louis XI dont Anne de Beaujeu continua la politique tortueuse et acheva l'œuvre.

Tout au long des règnes de François II et de Louis XI ainsi que pendant les quelques années qui suivirent leur disparition de la scène politique, en dépit de traités de paix, d'alliances et d'amitiés, la guerre froide ou déclarée exista entre les deux pays. La cour de Bretagne soutenait et accueillait les rebelles français pendant que la cour de France soutenait et accueillait les rebelles bretons ; le futur roi de France Louis XII fut fait prisonnier à Saint-Aubin-du-Cormier où, dans les rangs de l'armée bretonne, il combattait le roi de France dont il se trouvera finalement être le successeur. Cette bataille fut une bataille internationale : l'armée bretonne comptait des éléments anglais, espagnols, allemands et béarnais, tandis que l'armée française comprenait des Italiens et un important contingent de mercenaires suisses.

L'armée bretonne fut donc vaincue à Saint-Aubin-du-Cormier et cette défaite reste dans l'histoire comme la préface des derniers événements qui décidèrent du mariage de la duchesse Anne avec Charles VIII ; moins d'un demi siècle plus tard l'union était définitive. On comprend aisément l'intérêt, la nécessité même que représentait pour la monarchie française la possession de la Bretagne. Mais en dépit des assertions de quelques écrivains, personne ne peut sérieusement nier que la Bretagne représentait un peuple, une nation, un État. La France ne pouvait supporter l'existence de cet État et la possession de la péninsule lui paraissait indispensable à sa sécurité ; elle parvint à ses fins et l'État breton fut absorbé dans l'État français. Après les guerres, les choses auraient pu s'arranger au mieux des intérêts des deux pays si la France avait compris son devoir envers la Bretagne, avait bien compris son propre intérêt en ayant une Bretagne puissante, vivante, donnant à plein rendement toutes ses possibilités matérielles et spirituelles. Mais malgré les

sacrifices que les Bretons ne ménagèrent jamais à la France (sacrifices au nom desquels on réclame toujours plus à la Bretagne et on lui dénie le droit de s'affirmer), Le Pouvoir Central français tient toujours la Bretagne en suspicion : ce que l'on a appelé par la suite l'esprit jacobin, c'est-à-dire un étroit sectarisme politique, la volonté de centralisation et d'unification, la mystique de "l'une et indivisible" est antérieur à la Révolution et a toujours été la caractéristique des Pouvoirs Central sous tous les régimes. La Bretagne fut négligée ou exploitée dans l'ordre économique, brimée dans l'ordre politique, ignorée ou combattue dans l'ordre intellectuel ou spirituel. La Bretagne se sent et se veut celtique ; même sur ce terrain la France, qui a pourtant sa part d'origine celtique, n'est pas capable de la comprendre et de ~~l~~ l'aider et la Bretagne doit travailler à peu près seule. Après la publication en 1853 de la Grammatica Celtica de Zeuss qui donna aux langues celtiques leur place dans la science philologique et malgré deux noms qui illustrent en France les études celtiques, ceux de Henri Gaidoz et de d'Arbois de Jubainville, ces études ne sont pas suffisamment développées et connues en France alors qu'elles ont pris un développement remarquable à l'étranger : dans tous les pays celtiques, en Angleterre, en Hollande, en Norvège, en Suède, au Danemark, en Allemagne, aux Etats Unis, et même chez la "soeur latine" en Italie. Est-ce par crainte de la Bretagne que les études celtiques sont si peu appréciées et soutenues en France ?

Avant l'union , la Bretagne était...

En 1685, la Revocation de l'Edit de Nantes ruina aussi en partie une des industries les plus prospères de Bretagne : celle de la toile et de la corderie. Enfin ce furent les assauts perpétuels de la centralisation unificatrice française contre les droits de la province et son particularisme, assauts complétés par des pressions, par des manquements à la parole donnée.

Le résultat fut l'existence d'un esprit continu d'opposition. Un de ces manquements à la parole donnée (rétablissement d'un impôt illégal sur la vaisselle d'étain, sur le papier timbré et sur le tabac que, pour en finir avec les exigences royales les Etats avaient racheté une fois pour toute) provoque une terrible révolte en 1675, révolte connue sous le nom de Révolte du Papier Timbré ou des Bonnets Rouges ; commencée à Rennes, elle gagne tout le pays et fut particulièrement violente dans le Finistère actuel sous la conduite de Le Balp ; il fut tué avant d'avoir pu recevoir l'appui de la flotte hollandaise de Ruyter. La révolte fut écrasée par la terreur et les massacres et avec l'appui des missions pacificatrices du Père Maunoir. Un faubourg de Rennes fut incendié, la ville livrée pendant des mois à l'occupation de l'armée de Pomereu avec toutes les horreurs que comporte une occupation surtout lorsque la troupe a toute licence, ce qui fut le cas. Des clochers furent abattus pour punir les paroisses de leur participation à la révolte. La noblesse, mobilisée par le duc de Chaulnes gouverneur de Bretagne en attendant les renforts venant de France, n'osa marcher avec les paysans révoltés de Le Balp. Elle tenta de prendre sa revanche quelques années plus tard, *la révolte prit alors souvent le caractère d'une véritable jacquerie. La noblesse*

Sous la Régence, l'Association des Frères Bretons entra en action en accord avec la Conjuración Cellamare ; quatre têtes tombèrent en 1720 ~~à Nantes~~ à Nantes ; celles de Pontcallec, Le Moyne de Talhouët, de Montlouis et du Goussier ; 80 condamnations par contumace et confiscation des biens achevèrent la répression.

Et ce fut, pour un temps, la fin des troubles sanglants. Jusqu'à la Révolution le XVIII^{ème} siècle est caractérisé par la résistance opiniâtre, souvent violente, des Etats contre les empiètements et les exactions du Pouvoir Central. Un des épisodes les plus fameux de cette période est la lutte de La Chalotais contre le gouverneur de Bretagne, duc d'Aiguillon, défenseur des jésuites. Puis, à son tour, le Parlement entre en action, lors de la lutte des Parlements contre les Ordonnances royales. Cette lutte prit une allure particulièrement aigüe en Bretagne ; il ne s'agissait pas là, en effet, de questions d'ordre purement politiques administratives ou d'intérêts régionaux comme dans le reste du royaume mais bien de la défense et du maintien des droits de la Bretagne nationale tels qu'ils existaient du fait de l'acte d'union. On sait l'importance des événements de Bretagne qui s'inscrivent parmi les signes précurseurs de la Révolution.

La Révolution fut d'abord accueillie avec faveur en Bretagne : un souffle d'espérance, de liberté enflammait les esprits ; le fédéralisme girondin devait même trouver plus tard de nombreux adeptes en Bretagne. Mais l'on déchantait vite.

Le premier coup fut porté dès la Nuit du 4 août. Les députés du Tiers, pris par l'entraînement général de cette mémorable mais folle nuit, sacrifièrent, non pas les privilèges, il n'en existaient pas, mais les droits de la Bretagne. Conscients malgré tout de l'illégalité de leur geste inconsidéré ils y mirent une réserve : cet abandon devait être approuvé, homologué par les Etats qui avaient seuls le pouvoir

de modifier le statut de la Bretagne. Les Etats ne furent jamais plus convoqués ; la protestation solennelle de leur doyen Le comte de Bothorel ne fut pas entendue. L'Acte d'Union, contrat synallagmatique, était déchiré par l'une des parties malgré l'opposition de l'autre. La Bretagne est donc toujours fondée en droit à réclamer l'exécution du Traité de 1532.

Quelques mois plus tard Louis XVI signait l'acte découpant la France en départements, mesure de centralisation et d'unification que n'aurait osé fêter Louis XIV dans toute sa puissance. La " province réputée étrangère " n'était plus que cinq départements français.

Cela n'alla pas sans provoquer de graves mécontentements et fut une des causes profondes de la contre-Révolution en Bretagne où la Chouannerie allait s'organiser.

Son caractère propre, son existence même sont dus au Marquis de la Rouërie. Gentilhomme actif et courageux, qui avait fait la guerre d'Amérique, il vit tout-de-suite le parti que la Bretagne pouvait tirer de la situation. Il offrit aux princes émigrés de lever une armée bretonne afin de les aider à rétablir le trône en France ; mais il posa ses conditions ; la reconnaissance explicite des droits de la Bretagne, son autonomie. Cela fait il entreprit de mettre sur pied l'organisation à laquelle il rêvait lorsqu'il mourut prématurément dans des circonstances tragiques le 30 janvier 1793. Quand, quelques mois plus tard, la lutte armée commença en Bretagne la plupart de ses chefs furent ceux que la Rouërie avait désignés ou pressentis ; les méthodes de cette guerre furent celles qu'il avait préconisées et mises au point, les lignes de communication, les relais, ceux qu'il avait préparés.

Deux mesures devaient achever de jeter la plus grande partie de la Bretagne dans la contre-Révolution, mesures contraires à l'esprit du pays et à l'Acte d'Union : la Constitution Civile du clergé et la conscription ou levée en masse. La Chouannerie se développa rapidement ; elle causa de terribles embarras au Gouvernement de Paris. Elle fut sur le point de réussir. Le 25 juin 1795 avait lieu le débarquement des émigrés à Quiberon. La Bretagne entière était sur le point de se soulever : déjà les troupes et les administrations républicaines du Morbihan commençaient à se replier sur Rennes lorsque la sottise des émigrés permit à Hoche de redresser la situation à son profit.

Cette fois nobles et paysans, séparés en 1675 et en 1720 marchèrent fraternellement ensemble, partageant la même vie, les mêmes dangers, et cela était une chance de succès. Mais les émigrés français débarqués à Quiberon ne cachaient pas leur mépris à l'égard de ces bandes mal vêtues et qui leur étaient en somme étrangères ; les Chouans ressentirent vivement ce mépris.

D'autre part le conflit entre les deux chefs de l'expédition Puisaye et d'Hervilly, les tergiversations de ce dernier, la mystérieuse remontée de l'armée chouanne de Tinteniac vers le nord au lieu de retomber sur les arrières de l'armée républicaine assiégeant la presqu'île de Quiberon, tout cela amena le désastre subi par les émigrés.

Ces émigrés étaient allés en Angleterre solliciter l'appui de l'étranger contre leur patrie ; ils poussaient l'Angleterre à la guerre contre la France ; ils débarquaient sur le territoire de l'Etat français.

⊕ A noter en 1843, la fondation de l'Association Bretonne. Elle est due aux travaux & aux efforts de l'alsacien Pieffel fondateur de l'École d'Agriculture de Grandjouan puis de l'Institut Régional Agricole devenu par la suite l'École ~~État~~ d'Agriculture de Rennes. Cette Association reçoit un accueil des plus favorables en Bretagne ^{se développe rapidement.} et elle est à la base de la transformation agricole du pays. Elle se complète par la création d'une section culturelle (histoire & littérature); mais, bien que n'ayant ^{caractère} ~~aucun caractère~~ politique, elle n'en fut pas

~~moins~~ ^{moins} interdite pendant le second Empire

d'une flotte ennemie abondamment pourvus d'armes, de munitions, d'approvisionnements, d'or et de faux assignats ; la plupart portaient l'uniforme anglais, uniforme dont ils firent se revêtir aussi des centaines et des centaines de Chouans. Ils furent pris les armes à la main, au cours de terribles combats contre l'armée française.

Je ne discuterai pas ici la question toujours controversée de savoir s'il y eut à Quiberon reddition et si oui, si ce fut avec ou sans conditions. La fait est que ces hommes furent passés par les armes. Or ils sont considérés comme des héros et des martyrs ; on leur a élevé des monuments ; on célèbre leur gloire et leur souvenir. En 1940-44 les nationalistes bretons n'ont pas été chercher l'armée allemande qui déferla sur tout le territoire de l'Etat français grâce à la décomposition de cet Etat dont ils voulaient se séparer, ils n'en faisaient pas mystère ; ils saisirent cette occasion de tenter leur chance. Ils ont été battus et ils l'ont durement payé. Suivant l'opinion de chacun on peut les admirer ou au contraire les critiquer, les blâmer, leur en vouloir ; on n'a pas le droit de les qualifier de traîtres. Ils ont joué leur jeu au grand jour, loyalement. Plus que les émigrés français de Quiberon ils ont droit à la reconnaissance et au respect de la Bretagne qui saura un jour leur rendre justice. S'il y a des traîtres en Bretagne ce sont les Bretons qui n'ont pas suivi le Parti National Breton et plus singulièrement ceux qui ont combattu les armes à la main les nationalistes bretons.

Mais revenons au passé. La Chouannerie se prolongea même sous le 1^{er} Empire avec Georges Cadoudal qui résista le dernier. Cependant le nivellement impérial passa sur la Bretagne qui se retrouva en 1815 épuisée par ces années de guerres civiles et étrangères.

La Restauration s'occupa peu de la Bretagne et les Chouans survivant n'eurent guère à se louer de la reconnaissance des princes pour lesquels ils s'étaient tout de même battus. Et la Bretagne se replia sur elle-même.

Ainsi que nous l'avons esquissé au début de ce récit, le XIX^{ème} siècle fut avant tout du point de vue national une période de renouveau culturel (littérature et histoire) préparant le mouvement culturel et politique du XX^{ème} siècle. Parmi tous ceux qui contribuèrent à ce mouvement deux noms, deux oeuvres se détachent plus particulièrement car leur influence fut considérable ; le Barzaz Breiz de Hersart de La Villemarqué et la monumentale Histoire de Bretagne d'Arthur Le Moynède la Borderie. ~~Après la fondation de l'Association bretonne, société plus littéraire et économique que politique ; elle n'en fut pas moins interdite sous le Second Empire.~~

Et nous arrivons à la guerre de 1870-71. Là se placent le drame et le scandale du camp de Conlie, stigmatisés par le virulent poème du morlaisien Tristan Corbière.

Dès les premières défaites de l'armée française, un mouvement se produisit en Bretagne afin d'organiser la défense éventuelle du pays. Carré-Kerisoffet en fut l'âme ; député de Loudéac depuis 1869, républicain notoire, il jouissait d'une grande popularité et d'une forte influence dans toute la région. Mais l'Administration s'effraya des tendances particularistes de ce mouvement ; pour noyer les Bretons on adjoignit aux cinq départements de la Bretagne sept départements voisins de l'ouest. Mais il y avait des royalistes parmi ces derniers ; le

Gouvernement de Tours, toujours inquiet, décida la suppression en fait de la Ligue de l'Ouest fondée par Carré-Kerisoffet, en ordonnant la mobilisation de tous les hommes de 18 à 40 ans. Désarmé, Carré-Kerisoffet se rendit à Tours pour information : là, il rencontra son compatriote Keratry.

Emile de Keratry, député de Brest depuis 1869, avait pris une part active à la révolution du 4-Septembre. Nommé Préfet de Police de Paris, il avait quitté la capitale investie en ballon monté à la suite de discussions avec Trochu et il était venu se mettre à la disposition de la délégation du Gouvernement Provisoire installé depuis peu à Tours et dirigé par Gambetta.

Les deux députés bretons, qui avaient siégé dans le même groupe libéral à la Chambre, s'entendirent vite et reprirent le projet d'organiser la défense de la Bretagne, en corrélation avec la défense générale. Cette fois Gambetta accepta le projet présenté par Keratry. L'armée de Bretagne était créée le 22 Octobre avec Keratry comme général, ayant rang de général de division relevant directement du ministre de la Guerre, et avec Carré-Kerisoffet ayant rang de général de brigade, comme commissaire général des forces de Bretagne. Elle avait pour mission de s'organiser aux portes de la Bretagne pour en défendre l'accès, en attendant de concourir à la délivrance de Paris. C'est alors que Keratry établit à Conlie, en arrière du Mans, le fameux camp destiné aux mobilisés bretons.

Pendant les choses se gâtèrent rapidement. Décidément tout ce qui était breton était suspect et Gambetta regretta vite d'avoir donné l'autorisation de lever l'Armée de Bretagne. Dès ce moment, les quelque 30.000 hommes qui passèrent par le camp de Conlie, dans la boue et dans le froid de ce terrible hiver, se virent abandonnés à leur triste sort ; mal équipés, sans entraînement et sans armes ! Malgré les réclamations des organisateurs le Gouvernement de Tours resta sourd à leurs pressants appels. Toujours la suspicion ; on se souvient de la dépêche de Freycinet à Keratry : "Oubliez que vous êtes Bretons pour ne vous souvenir que de votre qualité de Français". Mais qu'avait-il fait d'autre ? Il n'en fut pas moins limogé au bout de quelques semaines.

Malgré les protestations de son successeur, le général de Marivault, un certain nombre d'unités furent jetées dans la bataille du Mans. Ces hommes affaiblis par le dénuement dans lequel on les avait laissés, non entraînés et munis au dernier moment d'armes "pires que nulles" furent postés à la Tuilerie, au centre du dispositif de la bataille. Leur faible artillerie soutint pendant plusieurs heures un violent combat avec l'artillerie allemande. Lorsque la bataille commença ils furent rejoints par quelques lignards et quelques chasseurs : ceux-ci se replièrent après avoir épuisés leurs munitions ; les Bretons tinrent encore un certain temps, mais dans les conditions où ils se trouvaient il leur était matériellement impossible de résister davantage ; ils durent se replier à leur tour en bon ordre au milieu de la débandade qui marqua la fin de la bataille du Mans. Et l'on en profita pour les accuser d'être les responsables de cette défaite.

On a dit, -et ce ne serait pas une excuse- que le Gouvernement de Tours craignait que cette armée ne fut royaliste. On avait surtout pris peur d'un rassemblement de Bretons en armes et l'on était dès lors ingénié à conjurer le danger qu'il représentait aux yeux de "ces Messieurs

de Tours" en maintenant ces hommes dans l'inaction, avec l'arrière pensée possible de les supprimer. Pendant ce temps le Gouvernement acceptait le concours des troupes levées en Vendée par Cathelineau et celui des Volontaires de Charette, certainement plus royalistes que les mobilisés de l'Armée de Bretagne.

Après sa disgrâce, Keratry s'était retiré à Rennes : il y retrouvait Carré-Kerisoffet qui avait été l'un de ses plus fermes soutiens, ainsi que Bidart de la Noë, doyen de la Faculté de Droit, Maire de Rennes pendant l'Année Terrible, ancien député de 48 et qui devait être à nouveau élu aux élections de 71.

Cependant la fin lamentable de "L'Etrange Aventure de l'Armée de Bretagne" (c'est le titre du beau livre consacré par Camille Le Mercier d'Erme à cette poignante histoire), les souffrances et les pertes des volontaires bretons, l'attitude du Gouvernement de Tours avaient surexcité bien des esprits. Des conciliabules de tendances nationalistes se tinrent chez Bidart de la Noë ; mais la prudence des éléments modérés prévalut contre une tentative de sécession préconisée par le clan Keratry.

Le drame de Conlie laissa de douloureux souvenirs et de profonds ressentiments en Bretagne ; pour une fois que le sentiment national breton se sacrifiait aux intérêts de la France, il l'avait durement payé.

Gorsedd

En 1898, à la suite d'une représentation de théâtre populaire à Ploujean l'Union Régionaliste Bretonne était fondée, suivie quelques années plus tard par la fondation du Gorsedd des Druides, Bardes et Ovates de Bretagne. Le premier GrandDruide Lemenik (Le Fustec) fut intronisé par l'Archidruide gallois, et cette organisation renouvelait et resserrait les liens entre les deux pays celtiques. Ce fut aussi la fondation de la Fédération Régionaliste Bretonne. Le mouvement régionaliste breton assez particulariste fut d'abord tenu en suspicion par les autorités françaises ; elles jugèrent plus utile par la suite de le circonvenir, de l'accaparer et de le diriger sur la voie de garage du folklore.

Le résultat de cette politique et de l'échec du régionalisme fut de rejeter les meilleurs et les plus actifs des Bretons vers une action plus énergique. Le régionalisme défaillant devait faire place au nationalisme.

Un événement devait hâter les choses et préciser ces tendances : les Pouvoirs Publics d'accord avec une coterie politicienne de Rennes, décidèrent, en 1910, d'élever dans cette ville un monument destiné à commémorer l'Union de la Bretagne et de la France. On sut bien vite en Bretagne que ce monument, connu par la suite sous le nom de "Monument de la Honte Nationale", était une imposture et un défi : il représentait en effet la Bretagne s'agenouillant devant la France. De nombreuses protestations se firent entendre ; plusieurs personnalités et le Gorsedd refusèrent d'assister à la cérémonie d'inauguration. Celle-ci, qui eut lieu le 29 Octobre 1911 donna lieu à des manifestations organisées par des jeunes gens groupés autour du jeune écrivain Le Mercier d'Erme ; arrêté et poursuivi en simple police, celui-ci fut défendu par Robert Sureouf arrière-petit-fils du célèbre corsaire malouin.

Ces jeunes avaient formé le premier parti nationaliste breton

nationalisme dans la Bretagne Breiz (Breizh, à la confection)

nationalisme dans la Bretagne Breiz (Breizh, à la confection) *proprement au pays de Pontivy exalte le patriotisme breton et pour l'organisation d'un mouvement socialisme breton dans les derniers mois de la guerre*
moderne (Strollad Broadel Breiz) et lancé le fameux Manifeste des Sept. Encouragé et soutenu par de nombreuses recrues ce nouveau parti défendit son programme de revendications nationales par sa revue Breiz Dishual (Bretagne Libre) qui lutta courageusement jusqu'à la guerre de 1914.

Ces idées nouvelles se manifestaient de divers côtés. Déjà Jaffrenou Taldir avait lancé un hebdomadaire d'esprit breton Ar Bobl (Le Peuple) avec son supplément breton Ar Vre (La Pays), tandis que Loez Herriou publiait sa vaillante petite revue en breton Dihunamb (Réveillons-nous) qui parut jusqu'en 1944. Peu avant la guerre paraissait Brittia, de Le Diberder, revue d'action culturelle celtique d'esprit nettement nationaliste ; ~~et d'autres encore~~ dans les derniers mois de la guerre "La Glorieuse Bretagne des Armées" de Le Diberder et Le Dault exalte le sacrifice breton. En 1918 Camille Le Mercier d'Ern publie son "Anthologie des Bardes et Poètes Nationaux de la Bretagne Armoricaïne". Cet ouvrage préfacé par Anatole Le Braz donnait les extraits les plus caractéristiques des poètes bretons du XIXème et du début du XXème siècle. Sa publication marque une date dans l'histoire de la littérature bretonne ; le premier exemplaire en fut remis au Président Wilson par une délégation du Cercle Celtique de Paris.

Car la guerre était survenue. Là le sacrifice breton fut complet. Jamais la formule chère à certains : Breton, deux fois Français, ne fut plus sinistrement exacte : 250.000 morts bretons. Un Breton pour 14 habitants alors que pour la France on comptait un mort pour 28 habitants.

Les Bretons revinrent de la guerre avec la notion, qu'ils avaient déjà maintes fois constatée, de la différence existant entre eux et les autres ; mais cette fois cette constatation ne créait pas, comme trop souvent auparavant, un complexe d'infériorité, bien au contraire.

Ils pensaient aussi que leur immense sacrifice leur vaudrait tout au moins de la reconnaissance témoignée par des faits. Le retour de l'Alsace et de la Lorraine dans l'Etat français, les projets de restauration des régions dévastées du Nord, firent croire un moment qu'un changement interviendrait dans la structure de l'Etat ; que la centralisation serait desserrée, qu'il serait tenu compte des intérêts et des besoins spéciaux des diverses régions constitutives de cet Etat ; il n'en fut rien.

Spécialement en Bretagne, contre le gré et l'espérance des Bretons, la centralisation unificatrice se fit plus lourde que jamais. La Bretagne continua à être exploitée économiquement, combattue dans ses aspirations les plus légitimes et les plus ardentes.

En 1924 le gouvernement dépose
Nous avons parlé de l'esprit nouveau qui se manifestait chez nombre de Bretons au sortir de la guerre 14-18. Il est nécessaire de revenir sur ce point : la fin de la première guerre mondiale marque en effet pour le mouvement national breton comme pour tant d'aspects de la vie européenne un changement profond, le début d'une ère nouvelle.

En ce qui concerne le mouvement breton, cela est caractérisé par le désir d'action. Certes pour tant de Bretons chez qui vit le sentiment breton, l'époque romantique est bien révolue. Il ne s'agit plus de se complaire avec une mélancolique résignation à être "Les Derniers Bretons".

On ne dit plus, -transposant comme on le faisait trop souvent à la fin du XIXème siècle, la situation de l'Irlande à celle de la Bretagne-, les vers décevants de Thomas Moore : "Je ne peux rien aux maux de ma patrie, je veux du moins en détourner les yeux". L'exemple de l'Irlande de la Semaine de Pâques 1916, de l'Irlande de Patrick Pearse et du Sinn Fein en marche vers son indépendance va, au contraire, exalter de plus en plus les esprits des militants bretons et servir de modèle.

On ne regarde plus en arrière, vers une Bretagne du passé, littéraire et conventionnelle en voie de disparition et que d'aucuns avaient cherché à maintenir sous ses formes surannées ; on regarde vers l'avenir, avec une volonté constructive ; faire une nouvelle Bretagne vivante, prospère, mais restant bretonne et celtique.

Cela n'eût pas été théoriquement impossible dans le cadre de l'Etat français si les Pouvoirs Publics avaient compris ses aspirations et la puissance qu'aurait représentée une pareille Bretagne ; mais l'esprit de centralisation unificatrice de la France ne pouvait comprendre ni admettre un semblable état de choses ; l'incompréhension puis l'opposition systématique françaises ont créé le séparatisme.

Les anciens du mouvement, ceux qui avaient pris part au mouvement régionaliste, ceux qui avaient organisé les premières manifestations à tendances nationalistes, avaient réalisé ce fait qu'il n'y avait rien à attendre des autorités françaises : ils avaient compris l'inanité d'une entente avec ces autorités pour édifier cette nouvelle Bretagne qu'ils rêvaient. Les jeunes qui arrivaient à l'âge d'homme profitaient de ces expériences et se rendaient vite compte que l'on n'obtiendrait rien que ce que l'on serait capable de prendre soi-même.

J'ai dit que le joug centralisateur devint plus lourd après la guerre. Un exemple pris dans l'enseignement en témoigne de façon frappante : le Président Poincaré, après un voyage en Alsace, avait explicitement reconnu le droit pour les enfants alsaciens d'être instruits dans le dialecte et même l'utilité d'enseigner l'allemand. Le Marquis de l'Estourbeillon lui écrivit une lettre éloquentة dans laquelle il rappelait la situation de la langue bretonne proscrite, réclamant son enseignement officiel et demandant s'il y avait, à l'intérieur de l'Etat français, deux poids et deux mesures pour ses divers ressortissants. Cette lettre ne reçut pas la moindre réponse.

Mais le Gouvernement développa l'organisation des écoles maternelles. Le but à atteindre était de débrettonner les enfants le plus jeunes possible. Il fallait qu'ils arrivassent à l'école primaire parlant déjà le français. Cela épargnerait aux maîtres d'avoir à utiliser le symbole, connu aussi sous le nom de la vache : l'enfant qui, en classe ou en récréation, était surpris parlant breton, se voyait passer autour du cou une ficelle portant un morceau de bois ; il devait le remettre à celui de ses camarades qu'il surprenait à son tour parlant breton ; et celui qui, en fin de journée, était porteur de ce symbole était puni. Il fallait à tout prix, par tous les moyens, détruire en Bretagne ce qui était spécifiquement breton. Et que l'on ne m'accuse pas d'exagération les textes officiels sont là ; tout devait tendre en Bretagne à l'assimilation, donc à la suppression de l'esprit breton. La Méthode d'Enseignement de M. l'Inspecteur Général de l'Enseignement Primaire Carré en fait foi. M. l'Inspecteur constate que les Bretons ne sont pas français : "Les petits Bretons, comme tous les étrangers, font facilement des fautes de genre". Il estime qu'il faut envoyer en

Bretagne des instituteurs français, si dure que puisse être pour eux la vie dans ce pays perdu, car "il faut des Français pour franciser les Bretons, ils ne se franciseront pas eux-mêmes". Croit-on que ~~est~~ au lieu de chercher à franciser les Bretons, il n'aurait pas mieux valu en faire des hommes conscients et de leur valeur et de leur personnalité ? En tout cas l'on comprendra, je pense, quelles pouvaient être les réactions de ceux qui portaient en eux le sentiment de cette valeur, de cette personnalité, qui voulaient le faire partager par tous leurs compatriotes, qui cherchaient à réaliser une Bretagne vivante, prospère, restant bretonne et celtique.

Il y a d'ailleurs un point où, comme pour la question de la langue, les Bretons se trouvent d'accord : le maintien de la Bretagne dans la limite de ses frontières historiques. Lorsque, en 1924, il fut question de réforme administrative, la Bretagne, toujours suspecte, devait être morcelée ; un projet de loi lui donnait deux capitales Rennes et Nantes dont les circonscriptions comprenaient chacune des ^{des} bretons et non bretons. La protestation fut générale et violente et "La Bretagne Intégrale" du marquis de l'Estourbeillon continua pendant des années à défendre le point de vue breton.

En somme l'histoire de la Bretagne que nous venons d'évoquer succinctement peut se résumer ainsi : un millénaire d'indépendance jusqu'en 1532, deux siècles et demi d'autonomie jusqu'en 1789 et en 1940 un siècle et demi d'incorporation à la France et de politique d'assimilation ; mais qu'est-ce que cent cinquante ans dans la vie d'un peuple ? L'Irlande a résisté sept siècles.

Dira-t-on encore, après cet exposé de la vie du sentiment national breton qu'il est une création artificielle due à l'influence de l'occupation allemande de 1940-1944 ?

X
X X

En janvier 1919 trois jeunes gens Morvan Marchal, Henri Prado, Job de Roince font paraître une modeste petite feuille qui devait connaître un si remarquable épanouissement, avoir un tel retentissement et exercer sur le mouvement national breton une influence de tout premier plan : Breiz Atao. Sous différentes formes, Breiz Atao allait paraître sans interruption jusqu'au 27 août 1939, reparaitre en mai 1944 (un numéro publié) puis, clandestinement, en 1950. Il allait devenir le centre de ralliement de toute l'activité militante bretonne, en être le symbole. On a appelé et l'on appelle encore les meilleurs des militants bretons : les Breiz Atao.

Dès son apparition la petite feuille attira l'attention et les sympathies. Elle rendait un son nouveau ; sous l'étiquette de "régionaliste" elle exprimait les sentiments dont nous avons parlé plus haut et qui témoignaient du nouvel esprit breton.

Les adhésions vinrent encourager et soutenir cette initiative. La plupart des anciens la voyaient naître avec un intérêt sympathique ; les jeunes y venaient avec enthousiasme et confiance.

Parmi les premières adhésions, trois devaient avoir une importance

capitales; celles de trois autres tout jeunes gens : Fanch Debauvais, Yann Bricler, Olier Mordrel. Des deux premiers collaborateurs de Marchal, l'un Henri Prado décédait prématurément ; l'autre Job de Roiné pris par d'autres occupations, se retirait de la direction de Breiz Atao. Debauvais et Mordrel formèrent alors avec Marchal le triumvirat qui devait lancer définitivement Breiz Atao vers sa destinée. Quant à Bricler il prit la direction de l'Unvaniez Yacuankiz Vreiz (L'Union de la Jeunesse Bretonne) qui constituait en fait le nouveau parti nationaliste breton.

Malgré le peu de ressources du mouvement (ce qui fut toujours une source de difficultés pour ses dirigeants) mais grâce aux sacrifices des militants Breiz Atao se développait et devenait populaire dans les milieux bretons. Il devait bientôt paraître sous forme d'une revue de belle tenue dans laquelle Marchal publia une remarquable série d'articles doctrinaires. Breiz Atao en effet, sous l'impulsion de ses trois dirigeants, inaugurait une ère nouvelle, celle qui devait donner au mouvement national sa vraie physionomie, et lui permettre un développement inconnu jusqu'alors.

Deux causes entravaient, dans les années du début du siècle, l'action bretonne : les militants si bretons fussent-ils restaient inféodés aux partis politiques français, ce qui était une source de frictions et de désaccords. D'autre part on avait trop l'habitude en Bretagne et hors de Bretagne d'identifier ce qui était breton avec la foi catholique. Or si la majorité du peuple breton est bien catholique, il n'y avait pas moins nombre d'excellents Bretons qui étaient libre-penseurs ou protestants ; dans ces années lointaines, ils se trouvaient en fait exclus de toute activité bretonne. Les milieux bretons d'allure réactionnaire (au sens politique français) n'acceptaient pas leur collaboration parce que républicains ou non catholiques, alors que les milieux politiques officiels les regardaient comme suspects de cléricanisme parce que trop bretons de sentiment.

Le grand oeuvre de Breiz Atao dans ses premières années a été de sortir le mouvement breton de ces ornières et de mettre en lumière ces deux vérités essentielles :

- 1° - pour faire de l'action bretonne il faut commencer par ne plus être un politicien français ;
- 2° - la croyance religieuse est une chose, la foi et l'action patriotiques en sont une autre.

Dégagé de l'idéologie politique française et de la question religieuse, le mouvement national breton allait désormais se développer en toute liberté ; de plus en plus on voyait les rangs des Breiz Atao se grossir de recrues venant de l'extrême droite aussi bien que de l'extrême gauche des partis politiques français, et travailler ensemble d'un même cœur. Presque le même miracle que lors du retour en Bretagne de Jean le Conquérant le 3 août 1379.

A mesure que Breiz Atao grandissait, et parallèlement à sa croissance, l'Unvaniez Yacuankiz Vreiz grandissait aussi. Des sections se formèrent dans plusieurs villes de Bretagne ainsi qu'à Angers et à Paris. A Angers les étudiants bretons ont toujours été nombreux à l'université catholique ; les frères Delaporte y créèrent une section agissante. A Paris on sait combien il y a de Bretons. Sur l'initiative de Debauvais qui accomplissait alors aux environs de Paris son service

militaire une section fut fondée en 1926 dont le secrétariat fut confié à Denise Guieysse. Souvent les Bretons en exil se perdent complètement ou au contraire, comprenant mieux leur personnalité bretonne réagissent contre l'antibretonnisme, étudient langue et histoire, deviennent d'ardents nationalistes. Combien, qui jouèrent plus tard un rôle en Bretagne ont passé par les sections de Paris ou d'Angers et s'y sont formés.

Les progrès du journal et de l'Unvaniez décidèrent les dirigeants à organiser un congrès ; ce premier congrès se tint à Rosperden en 1927. Il fut un grand succès ; il fut aussi une révélation pour les adversaires... comme pour nombre de militants : pour la première fois leur force s'affirmait publiquement ; des hommes, des femmes qui depuis des années travaillaient avec la même ardeur pour le même idéal se trouvaient réunis, faisaient connaissance, proclamaient leur foi. En outre la présence de délégués irlandais, gallois, flamands, alsaciens, lorrains montrait la valeur du mouvement breton, affirmait son existence sur le plan international.

Le Congrès de Châteaulin en 1928 fut aussi un grand succès ; le nombre des congressistes allait en croissant ainsi que leur enthousiasme ; ce congrès affirma la marche ascendante du Parti, car depuis Rosperden l'Unvaniez Yaouankiz Vreiz avait fait place au Strollad Emrenerien Vreiz (Parti Autonomiste Breton).

La Déclaration de Châteaulin précisait explicitement la doctrine et l'attitude du Parti : il n'était pas séparatiste, ne considérant pas le séparatisme comme une solution opportune à l'époque ; mais, faisant la critique sévère de la politique suivie par la France en Bretagne dans tous les domaines, il réclamait une autonomie réelle et efficace.

Cependant un semblable mouvement ne se développe pas sans rencontrer quelques obstacles. Je ne parle pas ici de l'opposition officielle qui se manifestait par des brimades envers certains militants, envers les vendeurs et les dépositaires du journal (B.A. était devenu un journal hebdomadaire) ainsi que par une surveillance policière. Je veux parler des difficultés d'ordre interne. Jusqu'alors ces difficultés n'avaient guère été que des discussions théoriques ou de simples questions personnelles. Marchal s'était retiré. De nouveaux venus prenaient place à côté de Debauvais et de Mordrel, de nouvelles tendances se faisaient jour.

Sous l'influence du musicien Maurice Duhamel un courant se formait pour aiguiller le Parti vers le fédéralisme (à cette époque le fédéralisme était avant tout à l'intérieur de l'état français) et reléguait au second plan l'action purement nationale.

La crise, latente depuis plusieurs mois, éclata au début de 1931. Depuis Châteaulin Maurice Duhamel avait pris une place importante dans la direction du Parti et la rédaction du journal ; il était le promoteur de la tendance fédéraliste qui s'infiltrait dans le Parti, modifiant fâcheusement sa politique nationale. Quelques éléments, surtout à Rennes, soutenaient l'action de Duhamel mais celui-ci sentait bien l'hostilité qui grandissait contre sa politique.

A ce moment la situation se compliquait d'une grave crise financière. Duhamel donna sa démission et le numéro de Breiz Atao du 28 février 1931 annonça et le départ de Duhamel et la crise financière. Ce fut un étonnement général et un grand désarroi.

Un congrès fut convoqué à Rennes et se tint les 11 et 12 avril.

Les fédéralistes, appuyés par quelques mécontents troublés par la situation morale et financière, s'y trouvèrent en majorité. Le Congrès nomma un nouveau Comité Directeur.

Un moment découragé Debauvais hésitait sur ce qu'il devait faire. Le nouveau Comité savait bien que la présence de Debauvais lui était indispensable. Se sentant soutenu par les meilleurs éléments nationalistes, par la plupart des Sections (Celles de Paris et d'Angers notamment avaient envoyé des délégués) Debauvais accepta le poste de Secrétaire Général et poussant à l'extrême l'abnégation, prit à son compte personnel le déficit du Parti.

Le nouveau Comité avait, entre autre mission, celle d'assurer la publication de Breiz Atao. A la stupéfaction générale, les abonnés reçurent après ~~deux~~ numéros de Breiz Atao, "La Nation Bretonne". A vrai dire le Comité devait se trouver embarrassé pour faire de Breiz Atao, si représentatif d'un idéal national, l'organe d'un parti modéré et placé en somme dans le cadre de la politique française. Mais cette idée, malencontreuse pour eux, leur fut fatale. Debauvais saisit la balle au bond et fit reparaitre Breiz Atao à la grande joie de tous les militants.

Il était nécessaire de bien remettre les choses au point. Un nouveau congrès fut tenu à Guingamp en septembre. Le Comité nommé à Rennes se retira ; la transformation du Strollad Emrenerien Vreiz en Strollad Broadel Breiz (Parti National Breton) fut décidée, avec Debauvais comme Directeur du Parti et du journal. Un nouveau congrès réuni à Landerneau en Décembre 1931 fixa de façon définitive la doctrine politique du Parti par une déclaration qui resta en vigueur jusqu'en 1939.

Cette fois la situation était nette et le mouvement repartait sur des bases solides ; mais la crise avait été profonde et avait désorganisé le Parti ; il fallait reconstruire et c'est à quoi Debauvais allait s'employer de toute son énergie. La situation s'améliorait et Debauvais eut certainement réussi à la rétablir peu à peu lorsqu'un événement imprévu lui apporta l'appui décisif qui allait relancer le mouvement avec une force nouvelle ! Le 7 Août 1932 le monument de la Honte nationale sautait à Rennes.

1532-1932. Quatre siècles d'union de la Bretagne et de la France. Les autorités avaient donc décidé de commémorer cet anniversaire par des cérémonies officielles. Il ne s'agissait pas moins que de prouver l'existence d'une Bretagne bien française, il fallait démontrer que l'oeuvre d'assimilation était complète et que la lune de miel, suite du mariage d'amour, durait toujours.

Les cérémonies avaient été fixées au Dimanche 7 août et devaient se dérouler dans la ville de Vannes. C'est dans cette cité, en effet, que s'était tenue la session des Etats au cours de laquelle ceux-ci avaient fini par accepter de demander l'union des deux pays.

M. Etouard Herriot, Président du Conseil, présidait ces cérémonies. Mais son arrivée à Vannes lui réservait une pénible surprise : la nouvelle que tôt dans la matinée, le monument de l'Union, à Rennes, venait de sauter ; il avait été proprement arraché, sans causer le moindre dégat à l'immeuble, de la grande niche se trouvant sur la façade de l'Hôtel de Ville à deux pas du Commissariat de Police.

Cette nouvelle "attrista" les cérémonies vannetaises ; les personnalités du mouvement breton qui se trouvaient réunies à Vannes furent arrêtées et gardées à vue ; on craignait sans doute un autre attentat et l'on confisqua "leurs armes". Ces armes étaient des ballots de tracts que ces militants comptaient répandre à profusion sur le parcours du cortège officiel ; ils contenaient une simple phrase, fort judicieuse d'ailleurs, tirée du livre de M. Edouard Herriot, "La Forêt Normande". Parlant de l'union de la Bretagne et de la France, l'auteur qui écrivait alors en historien et non pas en politicien, exprimait cette sage opinion : "On a représenté la réunion de la Bretagne à la France comme une sorte d'idylle. Je comprends bien ici qu'il n'en fut rien. Je perçois les allées et venues des armées, les coalitions, les combinaisons, les maquignonnages qui se terminent toujours par le recours à la force. Lorsque les Etats de Vannes discutent en 1532 la question de l'annexion définitive, le décisif argument invoqué devant eux, c'est que la Bretagne, à continuer sa vie antérieure, risque de ne connaître jamais la paix. La vigueur de la Trémouille faisant détourner le cours du Nançon pour assécher les douves du château et aborder les remparts, contribue au moins autant que la diplomatie de Charles VIII à provoquer l'Union de la Bretagne et de la France". La Duchesse Anne, assiégée dans Rennes, accepta ce mariage pour sauver son pays d'une totale destruction.

Les cérémonies de Vannes ayant donc été "attristées", on décida de remettre cela ; M. Herriot, infatigable, prend donc le 19 novembre le train pour Nantes. Hélas cette journée du 20 à Nantes devait, elle aussi, être "attristée" et le train de M. Herriot n'arriva à Nantes qu'avec un long retard.

La cause de ce retard ? entre Ingrandes et Chantocé, à la frontière franco-bretonne, des signaux lumineux avertirent le mécanicien du train qu'il se passait quelque chose d'anormal. Le train ralentit et l'on constate que des rails avaient été enlevés.

Les cérémonies prévues se déroulèrent tout de même à Nantes... mais le cœur n'y était pas ! A un moment, de sa voiture, M. Herriot vit un grand drapeau qui allait se déployant au faite d'un immeuble ; touché de cette attention, il esquissa un large salut pour remercier... hélas il dut rentrer son salut car le drapeau était le drapeau breton, noir et blanc. La police envahit l'immeuble mais ne put rien découvrir.

Elle ne découvrit d'ailleurs rien non plus quant à l'attentat de Rennes, ni quant aux rails déboulonnés d'Ingrandes. Cependant le lendemain de chacun de ces deux attentats un communiqué parvenait à la presse, informant que ces actes de protestation étaient le fait de la société secrète Gwenn ha Du (Blanc et noir). Cette société qui entraînait ainsi en scène par deux coups d'éclat, devait faire encore parler d'elle les années suivantes et, malgré toutes ses recherches et ses perquisitions, la police ne put jamais la découvrir. Après le 7 août sept jeunes gens de Rennes firent 52 jours de prison préventive avant d'obtenir le non-lieu que leurs alibis rendaient inévitable.

L'explosion du 7 août eut un énorme retentissement à travers toute la Bretagne et au-delà. Elle marque le début d'une nouvelle étape dans la marche ascendante du nationalisme breton. Exception faite de quelques rares protestations (comme celle de ce conseiller municipal de Rennes qui demandait l'ouverture d'une souscription na-

tionale (?) pour refaire le monument ; mais la niche de l'Hotel de Ville est restée ~~vide~~ vide) la grande masse du public considéra l'événement d'un oeil amusé ou sympathique. Les milieux nationalistes et d'action bretonne étaient dans la joie et l'enthousiasme ; nombre de Bretons nationalistes qui s'ignoraient ou n'osaient se manifester, sentirent naître leur vocation de militants. Beaucoup attendaient en effet de voir ce que ferait le mouvement pour s'affirmer ; cette explosion fut un fait déterminant pour en montrer le sérieux, comme quelques années plus tard, les premières condamnations de militants ~~aux~~ devaient donner confiance. Naturellement les journalistes accoururent en Bretagne. L'envoyé du "Journal" concluait son enquête en déclarant : Le Parti National Breton ne compte pas beaucoup d'adhérents, mais la grande majorité de la population lui est acquise.

Ce qui est certain c'est que cet événement donna un nouvel élan au mouvement et en particulier au Parti National Breton. Le numéro de Breiz Atao du 14 août tiré à 20.000 exemplaires fut entièrement vendu ; Breiz Atao reparut ensuite régulièrement toutes les deux semaines.

D'ailleurs Gwenn ha Du ne devait cesser de tenir l'opinion publique en haleine. Nous avons dit, au début de cette étude, quelle fut à cette époque l'activité du mouvement culturel et comment, en ce qui concerne l'enseignement de la langue, le Gouvernement restait sourd aux légitimes demandes bretonnes. Le 15 février 1936 Gwenn ha Du par un de ses communiqués donne un délai au Gouvernement pour prendre des mesures en vue de l'organisation de l'enseignement de la langue. Le délai écoulé sans qu'aucune mesure ne soit venue répondre aux aspirations des Bretons, ce furent le Lundi de Pâques 13 avril les attentats simultanés contre les Préfectures ; dans quatre départements (seul le Morbihan fit exception) de petites bombes incendiaires provoquèrent des commencements d'incendies ; attentats encore symboliques car ces bombes n'étaient guère dangereuses ; puis ce fut le 18 décembre 1938 alors que Debauvais en prison attendait vainement d'être mis au régime politique, l'explosion du Monument de la Fédération bretonne - angevine à Pontivy et enfin, le 28 février 1939 l'attentat contre la préfecture de Quimper, toujours pour des raisons culturelles. Tous ces attentats donnèrent lieu à de nombreuses perquisitions en Bretagne et à Paris, à d'incessantes enquêtes policières qui n'aboutirent à rien.

L'existence de cette société secrète inquiétait fort en effet les Pouvoirs Publics. Lorsque, en 1938, M. Lebrun, Président de la République, vint en visite officielle à Saint-Brieuc, on assista à une véritable mobilisation (le survol du département fut interdit, le service Jersey - Saint-Malo supprimé, et la sécurité assurée par la 11ème légion de gendarmerie, le 19ème dragon, les 8ème, 48ème, 65ème, 71ème, 117ème et 129ème régiments d'infanterie, 44 pelotons de gardes mobiles, 300 gendarmes supplémentaires et 60 inspecteurs.

De 1932 à 1939 le Parti National Breton continue donc à se développer régulièrement ; grâce à l'inlassable impulsion donnée par Debauvais, grâce à son incessant labeur, l'organisation du Parti va s'affirmant chaque jour. Chaque congrès annuel témoigne des progrès du Parti dans tous les domaines. Une petite brochure "Exposé doctrinal" qui avait été ~~quelques~~ quelques années auparavant, révisée et développée par ~~Morvan~~ Morvan devint une jolie plaquette abondamment répandue. Le Parti restait national, ouvert à tout Breton soucieux des intérêts et de l'avenir de son pays ; mais il était flagrant que ses dirigeants

et la plupart des militants, devant l'incompréhension française et l'opposition de plus en plus vive des autorités, devenaient séparatistes. A l'ancienne formule "nous n'obtiendrons jamais que ce que nous serons capables de prendre nous-mêmes", se substituait celle-ci : "nous ne pourrons rien faire pour l'intérêt du pays que si nous lui donnons l'indépendance".

En même temps les relations du Parti avec l'extérieur allaient aussi se développant, relations avec les groupements basques, catalans, corse, alsaciens, lorrains, flamands ; avec les autres pays celtiques : avec l'Eire (dont l'exemple restait le modèle vers lequel on tendait), le Pays de Galles, l'Ecosse ; avec la Flandre belge, avec certains milieux intellectuels allemands,

Le "Bulletin des Minorités Nationales" lancé par Breiz Atao faisait bientôt place à une belle revue "Peuple et Frontières" ; fort répandue à l'étranger elle étendait l'influence et le champ d'action du Parti National Breton.

Cette activité, ces progrès du Parti créaient une ^{effervescence} activité générale en Bretagne. Amis et sympathisants multipliaient les initiatives et par contre coup les adversaires de la doctrine de B.A. s'activaient afin de tâcher de retarder ces progrès ; il en résultait toute une émulation qui intensifiait l'importance du mouvement dans son ensemble.

Nous avons indiqué l'activité culturelle où se trouvaient réunis, pour la défense de la langue, amis et adversaires politiques ; cette activité ne se cantonnait pas dans le domaine littéraire mais se manifestait dans tous les arts, en particulier dans le dessin d'ornementation, la gravure, les bijoux, les meubles, etc. La revue Kornog (Occident), de R.Y. Creston puis Keltia étaient en partie le porte parole de ce mouvement. Mordrel lançait Stur (Gouvernail) revue littéraire et philosophique à tendance raciste et néo-païenne. La grande association catholique Bleun-Brug (Fleur de bruyère) sous l'autorité de l'admirable abbé Perrot, prend une part importante dans le mouvement breton par ses congrès annuels et ses grandes manifestations culturelles. Un souffle nouveau animait toute la Bretagne ; et tout ce mouvement était le fait de Breiz Atao, soit que ses amis travaillassent dans son sillage, soit que ses adversaires, comprenant qu'en Bretagne on ne pouvait rien faire de valable qui ne fut spécifiquement breton, tentassent de détourner à leur profit le réveil qui s'était produit dans la conscience bretonne sous l'action de Breiz Atao.

En 1937 un incident précisa s'il en était besoin l'orientation politique du Parti. Debauvais, souffrant, avait dû prendre un congé. Il avait laissé l'intérim de ses fonctions à Raymond Delaporte. Celui-ci, plus modéré, était en particulier vivement hostile à Mordrel et redoutait tout spécialement l'influence grandissante de Stur. Avant le retour de Debauvais, Delaporte publia donc dans Breiz Atao un article de critique contre la politique de Stur. Lié à Mordrel par une amitié cimentée tout au long de nombreuses années de lutte commune, et approuvant d'ailleurs dans son ensemble l'action de Mordrel, Debauvais ne pouvait laisser passer sans réponse cet article qui risquait de jeter le trouble dans le Parti. Dès son retour il publiait donc une mise au point à la suite de laquelle Delaporte se retira. Peu de temps après Debauvais, désireux d'être plus soutenu dans son incessante action, demandait à C. Iainé de venir le seconder en qualité de Secrétaire Général du Parti. Les choses devaient rapidement prendre

un tour plus sérieux.

Nous voici à l'année 1938 au cours de laquelle la situation va s'aggraver. Le mouvement national breton est en pleine croissance, en pleine activité ; le Parti National qui mène le train affirme chaque jour son influence. Mais la menace d'une guerre imminente pèse de plus en plus lourdement sur l'Europe. La tension internationale se fait toujours plus inquiétante jusqu'à l'apaisement momentané qui suivra Munich.

Pour le Parti, il y a tout d'abord l'affaire dite "des Barbouillages". Depuis des semaines les murs, les parapets de ponts, etc, se couvraient d'inscriptions nationalistes un peu partout en Bretagne. La police cherchait vainement des coupables lorsqu'un jour, en avril, à Saint-Brieuc elle finit par mettre la main sur une équipe surprise en flagrant délit. Au procès qui eut lieu à Rennes en mai, les huit inculpés récoltèrent de un à trois mois de prison. Deux témoins à décharge, témoins de moralité, l'abbé Perrot et Marcel Guicysse avaient été convoqués ; ils n'eurent d'ailleurs pas le loisir de faire la moindre déclaration, la parole leur ayant été immédiatement coupée ; cependant l'abbé Perrot avait eu le temps de déclarer qu'il regardait ces jeunes gens comme ses fils spirituels (du point de vue sentiment national breton s'entend, car l'abbé Perrot savait pertinemment que certains de ces jeunes n'étaient guère catholiques).

Une autre affaire fut plus sérieuse ? La menace de guerre dont nous avons parlé plaçait le Parti en face de ses responsabilités. Son attitude d'opposition à l'autorité française en Bretagne s'était précisée pendant les dernières années, plus nettement encore au cours des derniers mois écoulés ; il voulait une Bretagne indépendante afin de lui garantir la neutralité en cas de guerre et ce pour lui épargner les trop grands et inutiles sacrifices de la saignée 14-18. Il fallait prendre position ; une affiche de grand format signée Debauvais et Mordrel fut apposée dans les villes et principales localités de Bretagne ; elle débutait par cette phrase en gros caractères : "Pas de guerre pour les Tehéques - le sang des Bretons appartient avant tout à la Bretagne". ~~Mordrel~~ poursuivis Debauvais et Mordrel furent condamnés, le premier à un an de prison ferme, le second à un an de prison avec sursis.

Debauvais avait disparu avant Munich, d'accord avec ses amis et collaborateurs et leur laissant toutes instructions nécessaires. Au cas où la guerre aurait alors éclaté, il ne fallait pas qu'il fut en prison à ce moment. Peu après Munich, et la menace de guerre momentanément écartée, il rentra à Rennes et alla se constituer prisonnier en octobre. C'est alors qu'il fut condamné à quatre mois de prison pour l'affaire des "barbouillages" dont il était considéré comme responsable, puis le 14 décembre, avec Mordrel, pour l'affaire de l'affiche. Il devait sortir de prison le 25 juillet 1939. Pendant sa détention la direction du Parti et du journal fut confiée à Lainé.

Les premiers mois de cette année 1939 se passèrent dans l'attente des événements. Chacun en ressentait la gravité. Plus encore qu'avant Munich il fallait prendre une décision qui serait irrévocable car on savait bien que la guerre devenait inévitable.

Depuis près d'un demi-siècle l'incompréhension française, l'oppo-

sition sournoise et policière des autorités, le refus non seulement d'accorder quelque satisfaction aux revendications bretonnes mais même d'en examiner le bien-fondé, avaient peu-à-peu aiguillé l'ensemble du mouvement breton vers le nationalisme et le Parti National vers le séparatisme.

Etant donné la situation telle qu'elle existait donc de ce fait en 1939, le Parti National Breton qui était la grande formation politique ~~de~~ la pointe extrême du mouvement, qui en était la plus sûre et la plus valable représentation se trouvait placé devant cette alternative : cesser ou continuer son action, en cas de guerre.

Cesser l'action ? Certains timorés l'auraient souhaité. Oubliant le slogan irlandais " English difficulties, Irish opportunities " que l'on avait si souvent rappelé en Bretagne, ils auraient préféré une prudente réserve. Cesser l'action, c'était tout abandonner de ce qui avait été la raison d'être du Parti depuis des années; c'était renoncer à servir son idéal, c'était trahir toute ses espérances. Et cela eût été pour le Parti et pour ses adhérents parfaitement inutile. On savait bien que dès la guerre déclarée, le Gouvernement serait trop heureux d'utiliser les pleins pouvoirs dont il disposerait alors, pour abattre une bonne fois, croirait-il, ce mouvement breton qu'il niait mais dont il était bien forcé de constater la réalité et la vitalité, ce mouvement breton qu'il craignait et qu'il haïssait.

Continuer l'action c'était ^{entrer} en lutte ouverte contre l'autorité française en Bretagne, et non plus sur un terrain idéologique ou d'ordre politique. C'était par la force même des choses, prendre parti pour les adversaires de la France, contre la France. Et c'était rester fidèle à l'idéal que depuis des siècles avaient gardé des générations de Bretons qui ne voulaient pas que meure la Bretagne. Nous avons vu à quelle longue tradition était lié cet idéal national. Placé devant cette alternative : cesser ou continuer l'action, le Parti National Breton ne pouvait hésiter, la question qui se posait pour lui était de savoir comment organiser l'action dans les meilleures conditions.

Naturellement, selon les caractères, les opinions, on lui a amèrement ou violemment reproché son attitude, aggravée pour beaucoup de gens du fait que c'était soutenir la barbarie teutonique, l'ennemi héréditaire.

J'ai montré devant quelle alternative se trouvait placé le Parti National Breton et j'ai dit quelle avait été son attitude. A moins de se renier lui-même, le Parti ne pouvait en avoir une autre. Cela une fois décidé il n'avait pas à s'occuper de juger le régime hitlérien. Certes, les affinités et les sympathies du Parti étaient nordiques mais sans tenir compte du régime qui était alors celui de l'Allemagne. Il ne pouvait être question d'abandonner l'action bretonne pour faciliter aux Alliés la lutte contre le régime hitlérien; ils voulaient d'ailleurs bien plus la destruction de l'Allemagne que celle de ce régime. Pour le Parti ces questions n'étaient pas celles ayant influencé sa décision; seule l'opportunité de saisir sa chance importait. D'ailleurs les relations personnelles que certains de ses dirigeants avaient avec des personnalités allemandes existaient aussi bien dans des milieux non hitlériens que hitlériens.

Le Parti n'avait pas non plus, pour prendre sa décision, à peser le degré et les modalités de la barbarie des divers gouvernements en

① Ne pas oublier que le Gouvernement français de l'époque subventionnait le Parti National Socialiste en ses débuts -
(N.D.L.R.)

présence.

Enfin la formule "ennemi héréditaire" est d'une certaine ironie. Combien de fois les ennemis "héréditaires" changent et se transforment parfois très rapidement. D'ailleurs, pour la Bretagne, quel est l'ennemi héréditaire ? Les nationalistes vous diront que c'est la France, puissance dominatrice, dont la politique au cours de quatre siècles fut toute d'assimilation, c'est à dire de destruction de l'esprit breton. Mais pour la Bretagne, incluse dans l'État français, l'ennemi héréditaire fut aussi pendant longtemps le même que celui de la France : l'Angleterre. Celle-ci ne l'oublia pas en ce qui concerne la Bretagne dont elle détruisit systématiquement au cours des bombardements en 1943 et 1944, tous les grands ports ainsi que plusieurs autres localités. Ce fut parfois "par erreur" : ce fut du moins l'explication que l'on donna de la destruction pendant la nuit de la Pentecôte 1944, du bourg de Bruz. Rien ne justifiait ce bombardement. Le bourg fut entièrement supprimé par les bombes à phosphore ; la population, augmentée de nombreux parents et amis venus pour les cérémonies de la Première Communion, fut cruellement atteinte. On dénombra deux cent treize morts le lendemain, mais il y en eut davantage. Quelles furent les sanctions et les réparations ? Heureusement pour les auteurs de ce crime de guerre ils n'eurent pas à répondre de leurs actes devant un quelconque tribunal de Nuremberg.

Lorsque je dis que en décidant de continuer son action malgré la guerre, le Parti National Breton savait que ce serait la lutte ouverte, je veux dire que l'opposition au régime français était à nouveau nettement et définitivement affirmée. Il ne pouvait être alors question d'une opposition par la force. La guerre n'avait pas surpris les dirigeants du Parti mais celui-ci n'était pas encore assez puissamment organisé pour tenter utilement une résistance armée ; étant donné les progrès réalisés par le Parti depuis les dernières années avant 1939, la guerre est venue deux ou trois ans trop tôt pour qu'il puisse tenter cette résistance.

Il fut donc décidé que Debauvais et Mordrel, particulièrement visés (ils étaient peu après condamnés à mort par contumace) se réfugieraient chez des amis qu'ils avaient en Allemagne où ils attendraient les événements ; que les membres du Parti mobilisables rejoindraient leurs corps et que ceux qui restaient en Bretagne assureraient dans toute la mesure du possible la liaison entre tous les éléments épars du Parti. On se doutait bien que cette action serait vite clandestine et qu'il n'y aurait guère lieu de s'occuper de la vie officielle du Parti ni du journal.

En effet, dès la déclaration de guerre, la répression anti-bretonne se déchaîne. Le Parti est dissous le 20 octobre, son siège, rue des Franc-Bourgeois à Rennes, est occupé par la Police qui en fait un commissariat ; tout le mobilier est confisqué, y compris des objets personnels (vêtements, couvertures, etc) appartenant aux uns ou aux autres et qu'il est impossible de se faire restituer. ~~J'ai dit comment~~ Les stocks de livres qui se trouvaient dans les bureaux furent transportés au cimetière où ils furent brûlés. Breiz Atao est interdit ; son dernier numéro, celui du 24 août a d'ailleurs été saisi ; il contenait un article prophétique de Debauvais sur le désastre qui se préparait pour la France. D'innombrables perquisitions ont lieu dans toute la Bretagne et à Paris ; de nombreux militants sont inquiétés, arrêtés et interrogés puis relâchés, laissés en liberté provisoire car les poursuites continuent, et ils restent constamment sous la

Les stocks de livres (comprenant tout
spécialement : Histoire de notre Bretagne
de Davis; Vie de Patrick Pearse, de Louis N.
G. Jones; Mon Combat pour l'Irlande,
de Dan Breen; le grand Dictionnaire
français breton de F. Vallée; la Langue
bretonne de Marcel Quénec'h, ouvrages qui
furent partout rachetés) se trouvant

surveillance de la police. Cinq jeunes gens passèrent en prison à Brest puis à Nantes ce terrible hiver 39-40 ; ils ne firent l'objet d'un non-lieu qu'en février. Lainé qui était aux armées est arrêté pour entretenir des correspondances avec des membres du Parti : il est condamné par le Tribunal Militaire de Rennes à quatre ans de prison en février 1940 ; il est envoyé à Clairvaux d'où le fera sortir la débâcle française.

La police régnait partout en maîtresse absolue et sans ménagements. Elle s'en glorifiait d'ailleurs. Le commissaire Buchet, de Rennes, répond cyniquement à l'un des nôtres protestant contre les sévices exercés sur le secrétaire administratif du Parti, le jeune Maubré (condamné à un an de prison, il devait mourir des suites de sa détention ; ses frères et sœur devaient être assassinés en 1944) : " Il n'y a plus de lois pour vous, c'est une question de force et c'est nous les plus forts, quand Hitler sera le maître vous pourrez commander, pour le moment c'est nous". Cela avait du moins le mérite de la franchise. Heureusement pour le commissaire Buchet, nous n'avons pas usé de représailles lorsque Hitler a été le maître.

Les derniers mois de 1939, les premiers mois de 1940 s'écoulèrent au milieu de cette lourde atmosphère d'attente et de surveillance policière, compliquée, en de nombreuses régions de la Bretagne, par une véritable occupation anglaise.

L'incroyable débâcle française de mai et juin vint changer la face des choses. La Bretagne est occupée cette fois par l'armée allemande ; l'armistice est signé. Alors toutes poursuites cessent, les résidences forcées n'existent plus ; Debauvais et Mordrel rentrent à Rennes où les rejoint Lainé évadé pendant le transfert des détenus de Clairvaux.

Debauvais reprend immédiatement contact avec ses amis restés en Bretagne. Une réunion est tout-de-suite décidée ; elle aura lieu le 3 juillet dans le château historique de Pontivy.

Malgré les difficultés de communications et de circulation, le peu de temps dont on a disposé et l'impossibilité d'envoyer des convocations par la poste, plus de 200 militants enthousiastes sont présents. Ils acclament dans la grande cour du château les chefs retrouvés et approuvent la Déclaration connue sous le nom de Déclaration de Pontivy.

Résumant en quelques phrases l'histoire du mouvement national breton rappelée au cours de cette étude, la Déclaration établit les droits de la Bretagne, jadis état souverain, toujours nation vivante ; pour l'organiser et pour lui permettre de parler avec la France dont le pouvoir sur la Bretagne n'existe plus, et avec l'Allemagne, simple puissance occupante, elle décide la création d'un Conseil National Breton dirigé par un comité exécutif. Ce comité est aussitôt nommé par acclamation ; il se compose de Debauvais, Mordrel, Lainé, Marcel Guieysse. Ce comité se mit tout de suite à l'œuvre et, dès le 14 juillet, sortait le premier numéro du nouveau journal hebdomadaire, L'Heure Bretonne. En vue de faciliter le regroupement de toutes les forces bretonnes et de ne pas éloigner ceux que le nom de Breiz Atao aurait pu effrayer on avait jugé préférable de donner un autre titre à l'organe du Conseil National.

On s'aperçut bien vite que pour mener une action suffisamment efficace, la formule du Conseil National ne répondait pas aux nécessités de cette action. Il fut donc décidé dès octobre de rétablir l'ancien Parti. Le Parti National Breton devenait l'organe d'action politique ; le Conseil National était chargé des études d'ordre général : organisation administrative et économique de la future Bretagne, règlement des questions financières, mise au point d'un Concordat.

Un grand souffle d'espérance passait alors sur le pays. Il était question de la nomination d'un gouverneur pour la Bretagne et l'on voyait dans ce fait l'intention chez les autorités d'occupation d'un traitement spécial pour la Bretagne. Le mouvement breton était connu en Allemagne ; il avait des sympathies notamment dans les milieux militaires alors que la diplomatie lui fut toujours hostile. Pendant les premières semaines, les choses allèrent assez bien. Le Parti put faire rentrer en Bretagne environ cinq cents prisonniers militaires bretons détenus en Allemagne ; c'était peu de choses eu égard aux milliers de demandes qui affluaient au Central du Parti. Et dès la fin de l'année 1940 les libérations cessèrent.

On a fortement exagéré l'appui donné au Parti National Breton par les autorités allemandes. Si les rapports franco-allemands eussent été différents, il est hors de doute que la situation eût été toute autre. Mais une fois engagées dans la voie de la politique de collaboration avec le Gouvernement de Vichy, les autorités allemandes ne s'occupèrent plus guère du mouvement breton. Le Parti eut toujours à se défendre avec énergie contre les menées violemment hostiles de l'Administration préfectorale vichysoise. Le bénéfice qu'il retira de l'occupation eut cependant sa valeur : il eut le droit d'exister et de publier son journal, des tracts, des brochures. Un autre avantage en découle : le droit d'avoir des autos et de circuler ; le nombre de ces permis alla d'ailleurs en diminuant et, à la fin, était des plus réduits, à cause du contingentement d'essence. Mais le Parti n'avait pas de privilèges spéciaux. A part ses congrès annuels et trois ou quatre réunions départementales sous la présidence du Chef du Parti, il ne pouvait, pas plus que les autres partis politiques, tenir de réunions publiques. Les réunions d'adhérents avaient lieu dans les permanences des sections, des arrières salles de cafés ou chez des particuliers.

Dans divers milieux bretons on a souvent reproché au Parti, à ses dirigeants, de n'avoir pas agi avec assez d'énergie dès le 3 juillet 1940, de n'avoir pas proclamé par exemple, l'indépendance de la Bretagne. Pour ma part j'ai toujours estimé ces reproches injustifiés. Je l'ai dit plus haut : à la déclaration de guerre le Parti n'était pas assez puissamment organisé pour s'imposer. Les mois de guerre, les poursuites judiciaires, les menées policières l'avaient encore affaibli. Il fallait d'abord reconstruire avant de vouloir parler avec autorité : c'est à quoi tendait la direction du Conseil National Breton. En outre et ce que l'on ne sait pas assez, c'est que dans le désordre qui suivit l'effondrement de la France en juin 1940, tout le monde ou à peu près en Bretagne était prêt à accepter une indépendance bretonne même sous l'autorité de l'Allemagne... et à conserver places et fonctions. Le résultat d'une semblable "indépendance" eut été de reléguer le mouvement breton au second plan et de laisser tous les leviers de commande aux mains de ceux qui les détenaient sous le régime français. Les dirigeants du Parti ont à ce moment sagement agi en faisant ce qu'ils ont fait. Si les choses avaient bien tourné pour lui,

il eut été assez fort, lors de la signature de la paix pour parler avec autorité et pour s'imposer. D'autre part, les choses ayant mal tourné, la Bretagne plus ou moins indépendante n'eut pas été plus dévastée par les bombardements, (ce n'était guère possible) mais elle l'aurait été autant ; et c'est le mouvement breton qui aurait porté le poids de la responsabilité de ces dévastations qui supprimèrent tous ses grands ports, ainsi que plusieurs petites localités, faisant des milliers de victimes.

Voyons à présent ce qui se passait au Parti National Breton reconstitué. L'état de santé de Debauvais inquiétait son entourage ; celui qui, pendant tant d'années, avait surmonté avec courage tant d'épreuves, celui qui avait assuré contre tous les obstacles la marche ascendante du Parti et la publication régulière de Breiz Atao, dut renoncer à la vie active, à l'action quotidienne. En Novembre 1940 Debauvais remit la direction du Parti à Mordrel. Celui-ci, d'accord avec Debauvais et les principaux militants, acheva l'organisation du Parti : chefs départementaux, cantonnaires et communaux furent nommés, et l'on se mit au travail.

Mais si Mordrel a des qualités incontestables d'écrivain, de journaliste, de polémiste, il faut reconnaître qu'il ne possède pas celles requises pour être chef d'un parti. Après quelques désaccords et incidents, les Chefs Départementaux décidèrent de le remplacer et ils nommèrent à sa place Raymond Delaporte. Bien que tous ne fussent pas d'accord avec la ligne politique jadis suivie par R. Delaporte, on espérait que ses qualités de pondération et son profond patriotisme breton sauraient faire l'union entre les diverses tendances existant à l'intérieur du Parti. Mordrel ne voulant pas se contenter de la direction de l'Heure Bretonne où il aurait pu rendre de si grands services, se retira de l'action du Parti et se consacra à des travaux personnels tels ainsi qu'à sa revue "Stur". Nous le retrouverons en 1944-45 en Allemagne "Chef des Révolutionnaires Bretons" marchant avec le docteur Quesnoy Flamand de Fougères et le P.P.F.. Cette politique était diamétralement opposée à celle du Conseil National qui maintenait sa position nationale intransigeante, et n'acceptait pas d'entrer dans une organisation quelconque avec des partis français.

Raymond Delaporte resta Chef du Parti National Breton jusqu'à la fin. Au début les choses allèrent assez bien et le Parti enregistra des progrès considérables. En 1941 et 1942 ses congrès, d'une belle tenue, furent des plus réussis ainsi que plusieurs réunions organisées dans le cadre départemental. L'Heure Bretonne connaissait une diffusion remarquable : elle se vendit jusqu'à trente mille exemplaires et si ce chiffre s'abaissa par la suite, ce fut à cause du contingentement du papier. Les autres publications du Parti, tracts, brochures sur des questions historiques, économiques étaient largement répandus, la brochure "Notre lutte pour la Bretagne" fut vendue par dizaines et dizaines d'exemplaires. ~~Cet, le Parti se développait et voyait croître le nombre de ses adhérents.~~

Inserer ici le supplément de la page 24

Cette augmentation du nombre des adhérents, sans discrimination entre les membres agissants réellement en raison de leur idéal et ceux qui adhèrent pour toutes sortes de raisons où la foi patriotique n'a pas toujours la première place devint une cause de faiblesse. Lorsque la situation commença à devenir critique pour les armées allemandes, le Central du Parti se laissa influencer par cette masse amorphe :

A côté de cette activité du Parti National d'autres initiatives se faisaient jour notamment dans le domaine culturel. En juin 1942, lors d'un congrès tenu à Nantes, était fondé l'Institut Celtique de Bretagne. Il avait pour but de développer en dehors de toute politique, les différentes branches de l'activité bretonne dans le domaine culturel. Il comprenait des membres appartenant à l'administration, au monde des lettres, des sciences et des arts.

D'autre part le Gouvernement de Vichy manifestait des tendances décentralisatrices, vers une organisation régionale basée autant que possible sur la province. Le journal "La Bretagne" était lancé pour défendre cette politique représentée aussi par la création de préfets régionaux ; il y avait à Rennes un "super-préfet" ayant autorité sur les préfets départementaux.

Enfin Vichy créait le Comité Consultatif de Bretagne placé à côté du Préfet Régional. Il semble qu'il devait jouer, dans la province reconstituée, le rôle des Conseils généraux dans les départements.

Mais toutes ces velléités furent balayées dès la "Libération" et une fois de plus la chape de la centralisation à outrance se referma sur la Bretagne.

Nous avons vu comment le Parti National se développait. Il voyait croître le nombre de ses adhérents ; mais cette

oubliant que la qualité vaut mieux que la quantité ; un parti d'action n'a pas besoin du nombre ; il lui suffit d'être une équipe bien déterminée, sachant ce qu'elle veut, prête à tout risquer pour l'obtenir.

Dans le courant de 1943 l'attitude du Parti devint de plus en plus molle. Des fissures se produisaient dans son armature. Pendant les mois précédents il y avait eu plusieurs incidents dus aux différences de vues entre R. Belaporte d'une part, Debauvais et Lainé d'autre part ; en outre l'ancienne politique de Delaporte (la Bretagne dans le cadre de l'Etat français) se réaffirmait chaque jour davantage d'où des remous à l'intérieur du Parti. D'anciens Breiz Atao furent exclus du Parti ce qui provoqua de sérieux mécontentements. L'accord qui avait existé malgré tout au sein du Comité Central (réunion des Chefs Départementaux et des Chefs de Service du bureau central du Parti) n'existait plus. La crise, ~~qui s'était~~ depuis plusieurs mois, éclata en décembre 1943 ; la cause déterminante en fut un incident relativement moins important mais qui amena chacun à prendre sa décision et ses responsabilités. Cet incident fut la suppression d'un congrès qui aurait dû se tenir en automne à Quimper, suppression ordonnée par le Central pour la raison de trop grandes difficultés d'organisation ; l'opposition critiqua cette décision ; elle estimait que l'assassinat de Y. Brieler en Septembre ~~exigeait~~ exigeait que le Parti s'affirmât au lieu d'esquiver une manifestation d'envergure conforme à sa tradition ; elle ne voulait pas voir se ralentir l'allure et entrer dans la voie d'une sorte de neutralité. Souvent déjà les militants s'étaient plaints de ce que L'Heure Bretonne fut moins vivante et dynamique que "La Bretagne", organe régionaliste qui, sur ce terrain, défendait énergiquement les intérêts de la Bretagne.

Au cours de deux séances du Comité Central la question du congrès avait fait l'objet de vives discussions. A la séance de décembre, devant le désaccord qui s'aggravait entre le Central et de nombreux militants, Marcel Guieysse, Chef Départemental du Morbihan et Guillou, Chef des Bretons Emigrés, (en résidence à Paris) se retirèrent de la salle du Conseil et donnèrent leur démission du Parti. Les Chefs de Service soutenaient le Chef du Parti. Les autres Chefs départementaux étaient en général plus ou moins de l'avis de leurs collègues démissionnaires ; pour des raisons de tactique et d'opportunité, ils estimaient préférable de ne pas les suivre alors dans leur retraite.

J'ai dit que la cause déterminante de la crise fut un incident ; mais les causes profondes étaient plus graves et portaient sur deux points principaux :

1° - la mollesse du Parti, son abandon total de la ligne politique Breiz Atao (politique ^{qui fut} explicitement désavouée tant dans L'Heure Bretonne que dans Triskel, organe de liaison pour les adhérents)

2° - son manque de réaction devant les premiers excès des terroristes, son refus d'organiser une formation militaire pour la défense de ses membres menacés.

Les premiers exploits de ceux que l'on devait appeler les ~~F.F.I~~ ^{F.F.I} les F.T.P. bref, les résistants datent de l'été 1943 ; en août des fermes furent incendiées dans le Finistère. Tout de suite les terroristes s'en prirent à des membres agissants du Parti, à des Bretons, en vue connus pour leurs sentiments patriotiques, et cela sans la moindre provocation du côté nationaliste ; ce sont les terroristes qui ont commencé les hostilités et, par leurs excès contraignirent les nationalis-

tes à se défendre.

La première victime parmi les nationalistes fut Yann Bricler, l'ancien Secrétaire Général de l'Unvaniez Yaouankiz Vreiz. Pris par ses obligations professionnelles il ne pouvait s'occuper régulièrement ~~du~~ du Parti et du journal ; mais son activité ne se ralentit pas et il se consacra plus spécialement à l'étude des questions économiques ; il devint aussi administrateur de la revue Stur de son cousin Mordrel. Il ne cessa jamais sa collaboration avec Debauvais qu'il soutint de ses conseils et de ses subsides. Directeur de la fabrique des ^{voiles} dentelles Gavotte à Quimper, il fut tué dans son bureau le 4 septembre.

Peu après c'était le tour d'un cultivateur Kerhoaz, militant actif et dévoué il avait été blessé une première fois ; il fut abattu après s'être courageusement défendu dans un bal de village auquel il s'était rendu malgré les conseils de ses amis.

La troisième victime fut l'abbé Ferrot, si connu pour ses sentiments patriotiques bretons, estimé et admiré à travers toute la Bretagne pour ses grandes qualités de coeur, son libéralisme, son dévouement, la pureté de sa vie. Il fut assassiné sur un chemin alors qu'il rentrait à son presbytère de Scrignac, le 42 Décembre, après avoir dit la messe à sa petite chapelle de Koat Keo.

Ces meurtres continuèrent jusqu'en Juillet 1944 et frappèrent une trentaine de nationalistes bretons. ~~Madame du Guerny, écrivain de talent, apôtre enthousiaste de l'idéal breton, auteur de l'admirable "Histoire de Notre Bretagne".~~ Parmi les dernières victimes il y eut le grand Gaic, de Plessala, si populaire dans les milieux bretons ; propagandiste éprouvé, vendeur incomparable de L'Heure Bretonne, il fut assassiné sur son chemin alors qu'il rentrait chez lui sa tournée achevée. Il y eut aussi Christian Le Part, Chef de l'Arrondissement de Vannes ; son intelligente activité, son dévouement à toute épreuve ; ses grandes qualités de coeur lui avaient valu la sympathie générale et de fortes amitiés. Il fut tué sur le seuil de sa maison, à Rochefort en Terre, alors qu'il reconduisait un ami ; un individu venu à bicyclette et posté là à point nommé déchargea sur lui son revolver et s'enfuit à bicyclette. Un an plus tard, à Spire, étant arrêtés ma famille et moi depuis quelques jours, nous étions interrogés par un autre individu qui se vantait avoir fait partie de la bande ayant décidé et réalisé ce meurtre.

La dernière victime de cette période fut Madame du Guerny, écrivain de talent, apôtre enthousiaste de l'idéal breton, auteur de l'admirable "Histoire de Notre Bretagne". Ayant appris l'enlèvement du Commandant et de Madame du Mintier de la Motte, ses amis, elle allait s'enquérir de leurs enfants lorsqu'elle fut à son tour enlevée puis emmenée avec eux. Quelques jours plus tard ils étaient successivement ~~enlevés~~ par un tueur muni d'une barre de fer, pendant qu'un comparse faisait mine de les interroger.

Les premiers assassinats dont j'ai parlé laissèrent donc, en apparence du moins, le Central et la Direction du Parti insensibles. Il n'en fut pas de même dans tous les milieux bretons.

Or le Parti avait des groupes de jeunes destinés aux services d'ordre lors des congrès et des réunions. Ces groupes n'étaient pas

une formation militaire ; c'étaient, comme dans tous les partis, des jeunes organisés pour le service intérieur. Mais les meilleurs d'entre eux faisaient, sous la direction générale de Lainé, l'objet d'un entraînement et d'une instruction militaires. Ils devaient être les premiers éléments d'une formation militaire à laquelle on avait souvent pensé et qui, étant donné les événements, s'avérait de plus en plus nécessaire. Lainé y songeait avec plus de précisions lorsque les assassins des patriotes bretons commencèrent ; il estima que l'on avait déjà perdu trop de temps et qu'il fallait faire vite. C'est alors qu'il se heurta au refus de la Direction du Parti. Ce fut donc la rupture complète de Lainé avec le Parti. Il fit seul les démarches nécessaires ~~pour obtenir l'autorisation~~ ^{pour obtenir} l'autorisation, ~~de créer~~ par les autorités d'occupation, de créer son groupe qui prit le nom de Formation Perrot, ou Bezen Perrot.

La Formation Perrot comptait un premier contingent qui devait être augmenté par la suite par de nouveaux appels. Dès que cette décision fut connue, les demandes d'enrôlement arrivèrent nombreuses et ce premier contingent était définitivement organisé le 13 décembre 1943. Dans l'esprit des dirigeants, ces hommes, après entraînement et instruction, devaient former les cadres d'une organisation importante. Très vite quelques uns d'entre eux furent envoyés chez des militants isolés plus particulièrement visés par les terroristes. D'autres, répartis en commandos prirent part à des opérations contre le maquis. La Formation compta cinq tués, plusieurs blessés et un disparu. Deux de ses membres furent fusillés après condamnation en Cour de Justice.

Cependant, du Sanatorium de Colmar où il avait dû aller se faire soigner, Debauvais suivait avec attention et inquiétude les événements de Bretagne. Il en écrivit dès janvier 1944 à Lainé et en février le pria de venir conférer avec lui. Il demanda à Lainé de redonner une existence politique active au Conseil National Breton ; il fit de Lainé son héritier politique ; il lui remet le titre de Breiz Atao ; lui demandant encore de faire reparaitre sous ce nom prestigieux la vieille publication qui depuis 1919 incarnait l'action bretonne, ~~son effort~~. Il le charge enfin de demander à Marcel Guieysse de se joindre à lui pour ce nouvel effort.

Devenu libre à la suite de sa démission du Parti National, Marcel Guieysse ne pouvait rester sourd à l'appel de ses amis Debauvais et Lainé. Il accepta donc et le Conseil National Breton repartit ~~vers~~ vers sa nouvelle destinée avec Debauvais toujours Président, Lainé et Marcel Guieysse comme vice-Présidents. Le Conseil était divisé en deux sections : la section militaire, dirigée par Lainé, la section politique dirigée par Marcel Guieysse.

Le 12 Mars avait lieu à Rennes une réunion de quelques militants ; elle entérina les décisions prises à Colmar par Debauvais et Lainé et approuva d'enthousiasme le principe de la reprise de Breiz Atao et de la formation de son ancien parti. Mais hélas, le décès de Debauvais survint quelques jours plus tard, le 20 mars et modifia la constitution du Conseil National. Du moins Debauvais avait-il eu la joie de connaître les résultats de la réunion du 12. Lainé fut désigné comme Président, Marcel Guieysse restant pour le moment seul vice-Président, chacun conservant ses attributions particulières.

Les adhésions des vieux militants Breiz Atao ainsi que celles

de beaucoup de jeunes arrivèrent nombreuses au siège du Conseil National. Au cours d'une importante réunion, tenue à Rennes le 20 mai, et devant l'accueil enthousiaste fait au programme exposé, la reconstitution de l'ancien Parti National Breton de Breiz Atao fut officiellement décidée. Le parti alors en exercice ayant refusé de laisser ce nom à ceux qui représentaient l'ancienne politique de Breiz Atao, on décida de passer outre ; il y eut donc alors deux partis : le Parti National Breton-Delaporte et le Parti National Breton-Breiz Atao.

A la fin de mai 1944 Breiz Atao reparut sous format de revue. Ce premier numéro de la nouvelle série de B.A. portait le numéro 337 de la série générale. On avait espéré qu'il serait présenté par Debauvais lui-même mais, hélas, il n'eut pas le temps d'écrire cette présentation. Ce numéro commençait pourtant sous ses auspices ; quelques heures avant sa mort Debauvais avait terminé le message qu'il adressait à la Formation Perrot, message qui inaugurerait le nouveau Breiz Atao.

Dans ce message Debauvais proclamait sa foi en l'avenir de la Bretagne ; il exposait qu'une Bretagne indépendante ne pourrait vivre dans le monde qui allait se former, sans l'appui d'une grande puissance ; cette puissance ne pouvait se trouver ni en Russie, ni dans les pays anglo-saxons dont les idéologies étaient trop loin du caractère celtique ; en outre chez les seconds les Etats-Unis ne comprenaient guère les revendications des petites nations et ne s'y intéressaient pas ; quant à l'Angleterre elle était, au fond, hostile aux pays celtiques. Seule l'Allemagne pouvait donc être l'alliée naturelle de la Bretagne.

~~Debauvais exprimait ensuite sa fierté de voir une unité se lever afin de combattre pour la Bretagne et il disait sa confiance dans la valeur de cet effort ; en quoi il n'eut pas tort car même la défaite n'a pas su rendre inutile le sacrifice de ces hommes.~~

Debauvais exprimait ensuite sa fierté de voir une unité se lever afin de combattre pour la Bretagne et il disait sa confiance dans la valeur de cet effort ; en quoi il n'eut pas tort car même la défaite n'a pas su rendre inutile le sacrifice de ces hommes.

L'imprimerie / Un second numéro de Breiz Atao était prêt à être imprimé en juillet lorsque la destruction de la rue des Francs Bourgeois au cours d'un bombardement aérien arrêta cette impression. On avait trouvé, aux environs de Rennes une presse à bras ; on s'appretait à aller y imprimer ce second numéro. Mais ce jour-là, le 1er août 1944, les premiers obus américains tombant sur Rennes décidèrent du départ du bureau du Conseil National et de la Formation.

Naturellement on a vivement critiqué ce départ. Ceux qui le décidèrent savaient que, restant à Rennes ils seraient ou assassinés par les **FIB** sans aucune utilité ou arrêtés par les autorités françaises, jugés, condamnés et exécutés sans plus d'utilité. Il y avait mieux à faire et il fallait tenir jusqu'au bout dans la voie que l'on avait délibérément choisie ; il fallait affirmer jusqu'à la dernière extrémité la réalité de l'existence bretonne.

Après un séjour de quelques semaines à Strasbourg ou dans les environs la Formation se retrouva ~~à~~ à Tubingen et le bureau du Conseil National installé dans la petite localité d'Oberkirchberg près de Ulm. Malheureusement il ne put guère réaliser son projet de regrouper les divers éléments bretons (S.T.O. ou réfugiés) se trouvant

alors en Allemagne; la destruction de la ville de Ulm l'isola à peu près complètement du reste du monde; le 15 mai 1945 il fut arrêté par les Américains qui le livrèrent aux autorités militaires françaises.

Quant aux hommes de la Formation, après bien des vicissitudes, ils réussirent pour la plupart à passer à l'étranger où beaucoup se trouvent encore; un petit nombre fut arrêté en tentant de rentrer en Bretagne ainsi que ceux qui au cours de la retraite n'avaient pas suivi leur unité. De son côté et après bien des vicissitudes aussi, Mordrel put passer à l'étranger.

Et ce fut la fin d'une grande aventure au cours de laquelle tant de Bretons sacrifièrent leur vie, leur liberté, leurs biens à leur idéal. Mais en dépit de tout ils ne regrettent rien de ce qu'ils ont fait; ils savent qu'ils ont ajouté une page à l'Histoire Nationale Bretonne; que dans cette histoire ils prennent la suite des Le Balp, des Pontcallec, des La Rouerie, qu'ils sont un chaînon de plus entre le passé et l'avenir de la Bretagne vivante.

Puis ce fut la répression; elle fut terrible. Que l'on m'entende bien ici: je ne reproche pas au Gouvernement français de nous avoir poursuivis, condamnés. Les nationalistes bretons avaient pris position contre l'autorité française en Bretagne et ont agi en ce sens. Ils ont tenté leur chance; ils ont joué la partie; ils ont perdu et ils payent, c'est la règle du jeu. Mais il y a autre chose: ce que je reproche aux autorités françaises, ce sont d'abord les tortures et les mauvais traitements infligés à tant de Bretons. Je sais bien ce que l'on me dira: ces horreurs n'ont pas été réservées aux seuls Bretons; qu'en cela ils ont été traités comme de simples Français car ces sévices étaient assez de mise dans les prisons de la "Libération" Oui; mais enfin cela n'est pas une excuse et certains de nos compatriotes ont ainsi été traités parce que Bretons.

Jéhanin Comme Jéhanin, accusé, ce qui a été assez rare, d'être un Breiz Atao, et accusé aussi de dénonciations. Ce dernier chef d'accusation reconnu faux dut être abandonné et Jéhanin n'était donc plus poursuivi qu'en sa qualité de militant breton, sans plus; délit d'opinion. Il n'en fut pas moins sévèrement condamné et tout au long de sa détention préventive, abominablement maltraité. Outre les nombreux passages à tabac il subissait chaque soir à la Maison d'Arrêt de Rennes, la séance de "chewing gum" (c'est ainsi que les gardiens appelaient les tubes de caoutchouc avec lesquels ils le frappaient alors qu'il était nu). Jéhanin ayant été "impoli" avec ses bourreaux fut envoyé pendant plusieurs jours au mitard où il continua à être frappé. Il en perdit presque la raison. Sa condamnation était tout de même trop invraisemblable, sa libération fut enfin décidée; mais alors, brusquement il mourut mystérieusement à l'île de Ré où il avait été transféré.

Comme Geffroy, de la Formation, arrêté à Tréguier, où il avait eu l'imprudence de se rendre, sans aucune précaution, à son retour d'Allemagne. Il fut torturé pour obtenir de lui des dénonciations. Un jour même il fut attaché à un poteau et on lâcha sur lui un chien policier; lui aussi failli perdre la raison, -et je ne détaille pas ici d'autres procédés abjects. Cela n'empêcha pas Geffroy de mourir en brave quand, le 17 juillet 1946, il fut fusillé à Rennes en même temps que son camarade Jasson, une des plus belles figures de l'action bretonne. Tous deux se rendirent au lieu de l'exécution en chantant le chant national "Bro Goz va Zadou" (Vieux pays de mes pères).

Comme Jos Youinou, beau-frère de Debauvais, secrétaire au Conseil National pour les questions culturelles, amputé du bras droit à la guerre de 1939. Il fut arrêté à Strasbourg ; transféré au Struthof, il y fut abattu un soir d'un coup de revolver par un gardien, après avoir été pendant des jours odieusement martyrisé. ~~A propos du statut~~
~~had un des de la France de la formation (qui échappa à son jugement)~~
~~la peine de mort à cause de son jeune âge) y participe avec d'autres~~
~~qui étaient à la frontière d'une potence qui depuis lors se dresse sur~~
~~territoire comme témoignage et souvenir de la barbarie nazie.~~

Comme ce Le Goff, de Josselin (qui n'était même pas du Parti); ses gardiens lui faisaient faire quinze fois, vingt fois, à quatre pattes le tour d'une cour pleine de cailloux ; chaque fois qu'il passait devant ses bourreaux ceux-ci lui lançaient un seau d'eau ; et quand épuisé il s'écroulait n'en pouvant plus, on le ramassait, allant le jeter sur sa paille en le bourrant encore de coups. Vit-il toujours ? je l'ai vu à Fontevault deux ans après ces faits, il n'était plus qu'une malheureuse loque humaine.
en portait toujours les terribles traces.

Et combien d'autres ! et si tous n'ont pas subi de tortures caractérisées, nombreux sont ceux qui ont été victimes de traitements inhumains. Certains des condamnés bretons sont d'ailleurs morts en prison faute de soins.

Ce que je reproche ensuite au Gouvernement français ce sont ses procédés hypocrites. Dans l'ensemble des cas de poursuites contre les nationalistes bretons, les chefs d'accusation relatifs à l'action bretonne sont éliminés ou secondaires, camouflés sous la trop célèbre et vague accusation de "collaboration", même s'il n'y avait pas de faits précis de collaboration. Et l'on sait ce que valait cette accusation servant à cacher des vengeances personnelles, partisans ou politiques. Une centaine de mille de citoyens français sont passés en Cour de Justice (et je ne parle pas ici des Chambres Civiques) pour cette accusation. En zone occupée, notamment, combien de citoyens français ayant leur maison occupée ou habitant près d'immeubles occupés n'ont pas parlé avec des Allemands ; combien de cultivateurs, de commerçants n'ont rien vendu aux Allemands ? s'il avait fallu poursuivre tous ces "crimes" ce n'est pas une centaine de mille, mais des millions de personnes qu'il aurait fallu poursuivre. Mais la discrimination entre les "coupables" et ceux qui ne l'étaient pas se fit tout autrement. Heureusement pour la France, en un sens, il n'y a pas eu autant de traîtres, de délateurs, de tortionnaires que l'on a massacré ou jugé de gens. ^{après la guerre} L'accusation du "crime" de collaboration, pour la grande majorité de ceux qui en furent l'objet, ne fut qu'un paravent pour dissimuler l'assouvissement de rancunes ou d'intérêts particuliers. Et c'est sous cette inculpation générale que l'on noya l'action bretonne dans ce qu'elle eut de plus nettement national.

A ma connaissance, une seule fois, toute une fournée de dirigeants du Parti et du Conseil fut citée ensemble ; si j'ai bonne mémoire il y en avait au moins une douzaine, mais... les autorités savaient bien que sauf un, (le signataire de ces lignes) tous les autres étaient à l'étranger ; ils ne pouvaient donc être présents et furent jugés un peu plus tard par contumace.

Nos adversaires de Bretagne étaient les premiers à se plaindre de ces séries de procès individuels où la question bretonne était rarement mise en lumière. Ils auraient souhaité un vaste procès

d'ensemble qui aurait mis en cause avec les dirigeants et les principaux militants, le mouvement national lui-même ; ils pensaient peut-être qu'une semblable procédure eût effrayé les timides et les modérés, en quoi j'estime qu'ils se trompaient. Pour une fois nous sommes d'accord avec eux ; nous eussions certes préféré le retentissement qu'aurait eu ce procès à l'étouffement des condamnations individuelles. Mais ce retentissement, c'est précisément ce que ne voulait à aucun prix le Gouvernement français.

En dépit du démenti flagrant imposé par les faits, il continuait à nier l'existence de ce mouvement national ; s'il y avait eu dans les cinq départements de Bretagne quelques individus à faire de l'action anti-française, ce ne pouvaient être, d'après lui, que quelques fous, des vendus. Leur action, toute superficielle, était le fait de l'étranger ; ces individus n'étaient que des "collabos" comme tous les autres Français ayant trempé dans ce "crime".

Cependant, et malgré les précautions prises, ce qui se passait en Bretagne était connu au dehors. En particulier les pays celtiques s'intéressaient à la répression organisée contre les Bretons, s'indignaient de l'attitude anti-bretonne dans les domaines culturel et politique, des autorités françaises.

Sur l'initiative de l'ambassadeur de France à Londres, ému des attaques de la presse galloise contre les procédés français en Bretagne, le Gouvernement eut la candeur d'inviter une mission galloise à venir à Paris et en Bretagne pour se rendre compte de la situation. Il pensait sans doute que ces hommes ne pourraient qu'être éblouis par l'application des grands principes de droit, d'équité, de justice, d'humanité qui sont, comme on le sait, l'apanage de la IVème République. Hélas, il fallut déchanter. Le rapport publié par cette mission tint à rester objectif et modéré. Mais au point de vue politique il reconnut explicitement que les nationalistes bretons bien que poursuivis souvent pour d'autres raisons que leur action bretonne, furent condamnés plus sévèrement parce que Bretons. Quant au point de vue culturel, le rapport porta des jugements très sévères sur l'attitude des autorités françaises en Bretagne. La presse celtique ne cessa d'ailleurs pas de s'intéresser aux Bretons emprisonnés et quelques uns d'entre nous ont envers elle une grande dette de reconnaissance.

La répression fut terrible ai-je dit. Il ne s'agit pas de faire ici un exposé général des pertes bretonnes pendant cette douloureuse période. Cette question fera l'objet à elle seule d'une étude spéciale. Disons seulement que la Bretagne eut sa part sanglante dans les cent cinq mille "exécutions sommaires" avouées par le Gouvernement en février 1945 ; (on sait que "exécution sommaire" est l'euphémisme pour désigner les assassinats qui eurent lieu à la "Libération" et se prolongèrent pendant des mois) ; que des milliers de Bretons furent parqués dans les camps (rien qu'au camp de Saint-Charles -près de Quimper- 597 personnes étaient officiellement écrouées en janvier 1945 ; ~~autres milliers de Bretons furent internés~~ du début d'octobre à fin décembre 1944, en Ille et Vilaine, dans les Côtes du Nord et dans le Finistère, 2.800 personnes environ firent l'objet d'un arrêté d'internement administratif ; à ce nombre il faut aussi ajouter

les internés administratifs du Morbihan et de la Loire Inférieure); la plupart d'entre eux passèrent en Chambre Civique; des centaines devant les Tribunaux Militaires ou les Cours de Justice; parmi ces derniers une dizaine furent condamnés à mort et exécutés.

de nationalistes

Parmi ceux qui furent fusillés il y avait deux membres de la Formation Perrot dont j'ai déjà parlé, Jasson et Geffroy. Tout jeune, Léon Jasson avait voué sa vie à la Bretagne; il la lui a donnée alors qu'il était âgé de 24 ans. Blessé, il n'avait pu suivre ses camarades dans leur retraite; il chercha à les rejoindre; après bien des aventures il fut fait prisonnier par les Américains qui le livrèrent aux Français. Il resta admirable jusqu'au bout et, de sa cellule de condamné à mort, écrivait à sa mère des pages émouvantes. Sa courageuse mère, atteinte de cécité, vit retirée dans une maison de retraite, pour et dans le souvenir de son fils bien aimé. Avec l'aide de quelques amis, elle a acheté une concession où elle a fait transférer le corps de son fils. Léon Jasson repose dans le cimetière de l'Est à Rennes, sous un menhir de pierre brute. Les amis vont rendre de pieuses visites à cette tombe qui deviendra un lieu de pèlerinage en attendant que nous puissions faire mieux en souvenir de nos morts.

Madame Jasson avait bien voulu me remettre copie des papiers de son fils. En terminant cette étude dédiée à l'idéal national breton je ne peux faire mieux que de citer quelques extraits des pages écrites par l'un de ceux qui ont donné leur vie afin que vive cet idéal. Serait-il besoin d'une autre preuve que la Bretagne est une nation vivante puisque l'on meurt pour elle:

"Ma vie a été suffisamment intense; j'ai brûlé les étapes et je peux envisager la fin avec sérénité. J'ai toujours dit oui au destin et aucune éventualité ne peut me surprendre.

"Nous avons la certitude nous qui avons subi tous les affronts, qui avons soutenu les assauts du doute, nous qui avons souffert dans notre foi nationaliste et qui sommes aujourd'hui devant la mort, nous avons la certitude que nos combats, nos défaites et notre sacrifice ne sont pas vains. Nous avons appris la patience et nous savons que ce qui doit arriver n'arrive qu'à son heure; mais nous sentons déjà lever quelque part dans la Patrie Bretonne une nouvelle génération nationaliste... et c'est le cœur plein d'espoir et de foi que nous irons vers le Poteau.

"Ceux qui possèdent au plus haut point cette vertu virile de patience ne souhaitent pas les réalisations immédiates qu'ils savent éphémères parce que venues avant terme. Ils acceptent les échecs sereinement car ils ont une vue plus haute et plus juste des choses. Seuls de tels hommes sont capables de préparer la venue indispensable d'une jeune élite nationaliste. En effet la formation de cette élite exige avant tout une patience que rien ne peut rebuter.

"Nos Dieux nous ont laissé l'espérance d'un Retour. Pour hâter ce retour nous avons pris les armes. Nous étions sûrs de la défaite mais convaincus de la Nécessité de notre Geste. S'il le faut nous mourrons pour que la Bretagne mérite son Indépendance.

"Je plains sincèrement ceux qui n'ont pas lutté d'une façon pure et désintéressée pour une Cause... Je comprends cette soif de vivre

"qui tourmente certains hommes devant la Mort. Leur passé ne se solde
 "que par des jours d'ennui et de néant. Ils ressentent le besoin de
 "vivre longuement pour que leur vie ait le même poids que celle très
 "courte des Morts glorieux.

"Il n'y a aucune raison de désespérer quand on n'a pas attendu
 "d'espérer pour entreprendre, et qu'on s'est de longue date préparé
 "à accueillir d'un front égal, les succès et les échecs, la Prison et
 "la Mort."

Et la dernière lettre à sa mère :

"
 " Rennes 17 juillet 1946
 " Ma bien chère Maman,
 " Quand cette lettre te parviendra je ne serai plus. Ne pleure
 "pas petite Maman, je ne m'en vais pas tristement. Je suis heureux
 "malgré tout, car j'ai fait mon Devoir jusqu'au bout. Je meurs en
 "Soldat Breton.
 " Les mots sont superflus et pauvres, je meurs avec ton nom sur
 "mes lèvres. Adieu à toi, petite Maman. Adieu à tous qui m'avez aimé.
 "Derniers baisers de ton fils qui t'aime."
 (Signé) Léon Jasson

La Bretagne n'oubliera pas le sacrifice accompli par ceux qui
 lui ont tout donné et les Bretons doivent faire en sorte que ce
 sacrifice ne soit pas vain. La prophétie de Léon Jasson se réalisera :
 déjà dans les générations qui grandissent l'on sent bouillonner les
 ferments grâce auxquels lèvera la nouvelle action pour édifier une
 Bretagne Nationale.

Malgré les pertes et la dispersion consécutive aux événements de
 1944 et des années suivantes, les éléments épars cherchent à se regrou-
 per ; des jeunes se joignent à eux et dans un proche avenir leur effort
 commun permettra à un mouvement organisé de se manifester. La lutte
 millénaire ne se terminera que par la victoire.

Marcel Guieysse.

RAPPORT DE M. MARCEL GUIEYSSÉ.

En Octobre 1939 des perquisitions eurent lieu à mon domicile de Kervéleán en Lanester où je me trouvais, ainsi qu'à mon appartement à Paris, 60, Bd. de Port-Royal ; ces perquisitions eurent lieu le 20, à la suite de la dissolution du PARTI NATIONAL BRETON qui datait du 19 Octobre. Divers papiers furent pris à Kervéleán mais l'appartement de Paris, dont la porte fut fracturée, fut littéralement dévalisé et mis sans dessus dessous ; la police emporta quatre grandes caisses de livres bretons et de papiers ; des disques bretons furent brisés et laissés sur les monceaux de papiers qui jonchaient les pièces.

Ces perquisitions venaient à la suite de nombreuses autres qui s'étaient produites chaque fois qu'il y avait eu un attentat en Bretagne.

Quelques jours après la perquisition du 20 Octobre je recevais une convocation du Juge d'Instruction de Lorient puis j'étais déféré devant le Conseil de Guerre de Nantes pour atteinte portée à la sûreté de l'état par mon activité à Lorient au cours des cinq dernières années en temps que membre du Parti National Breton. L'affaire traîna longtemps et fut transférée à Rennes. Je fus convoqué dans cette ville par le Commandant Deis du Tribunal permanent Militaire Permanent de Rennes et assistai les 27 et 28 mai 1940 à l'ouverture des caisses venues de Paris. Comme je réclamais des livres anciens et des livres d'art n'ayant aucun intérêt politique, le Commandant Deis me répondit qu'il ne fallait laisser circuler aucune idée pouvant être dangereuse et que l'intérêt politique primait l'intérêt artistique ou philologique et que ces livres pourraient très bien être mis au pilon.

L'arrivée des troupes allemandes fit tomber l'inculpation qui pesait sur moi.

Kervéleán le 12 septembre 1942.

Marcel GUIEYSSE
19, Bd. Port-Royal- PARIS XIII

Paris le

3. 9. 1949

Cher Compatriote,

La plupart d'entre vous ont connu notre camarade Léon Jasson ou ont entendu parler de lui. Léon Jasson reste une des plus pures figures du mouvement breton. Il appartenait à ces générations de jeunes qui, à leur entrée dans la vie, trouvèrent devant eux la voie ouverte par Breiz Atao; il s'y lança avec enthousiasme et passion, vouant toutes ses forces au service de la Bretagne. Il allait avoir 22 ans lorsqu'il s'engagea, l'un des tous premiers, en décembre 1943 dans la Formation Perrot où il était particulièrement aimé et estimé de tous. Arrêté le 1er avril 1945 il fut traduit devant la Cour de Justice du Morbihan siégeant à Rennes, condamné le 24 Mai 1946, il fut exécuté le 17 Juillet suivant.

Pendant toute sa détention et jusqu'à son exécution, il ne cessa d'adresser à sa mère des écrits où se manifestent ses hautes qualités morales, sa foi, son courage, sa confiance en son idéal. Il se rendit au lieu de l'exécution avec un autre membre de la Formation Perrot, Geoffroy, en chantant le Bro Goz; ils refusèrent de se laisser bander les yeux et tombèrent en criant "Vive la Bretagne": L'inhumation eut lieu au cimetière de l'Est à Rennes.

Or cette sépulture est toute provisoire. Le vœu de la mère de Jasson, son plus cher et plus ardent désir, serait de pouvoir acheter la concession. Mais Madame Jasson, aveugle vit tout juste de ses modiques ressources (à Harblay S. & O-40 Grande Rue) et il lui est impossible de réaliser ce vœu.

Nous avons pensé qu'un appel lancé à nos amis pourrait lui en donner les moyens. Vous comprenez bien qu'il s'agit ici de permettre à une mère si douloureusement éprouvée de conserver et d'élever une sépulture décente à son fils. Nous vous lançons donc cet appel, confiants que vous y répondrez généreusement: si les sommes recueillies dépassent les frais nécessités pour l'achat de la concession et son aménagement, le surplus sera utilisé, soit pour une œuvre analogue, soit pour aider des camarades et leur famille dont la situation est difficile à la suite de condamnations encourues.

Nous ne pouvons adresser cet appel à tous ceux qui sont susceptibles d'y répondre. Nous comptons sur vous pour le faire connaître autour de vous et pour vous faire au besoin le collecteur de souscriptions.

Je profite de cette circulaire pour adresser mon salut cordial et mon souvenir à tous les amis que je n'ai pas encore eu la possibilité de revoir.

Marcel Guieysse

Bevet Breiz !

Tous envois de fonds doivent être faits au nom de Madame Marie Guieysse-19, Bd. Port Royal Paris XIII. Compte-courant postal N° 6876. 17 Paris.

① Documents pour servir à l'histoire du Mouvement breton -

C'est en historiens que nous avons décidé de continuer à publier des documents, inconnus ou peu connus dans leur intégralité, afin qu'ils puissent être utilisés à l'avenir pour la connaissance d'une époque, trop souvent présentée d'une façon partielle, tronquée ou malhonnête, et des fortes personnalités qui l'ont traversée.

Notre reconnaissant gratitude va à Denise Luc-Guiéyrosse, fille de Marcel Guiéyrosse, qui a su, à travers maintes tribulations, les conserver comme, à 87 ans, elle a conservé le cœur jeune et hardi de ses 20 ans.

L'essentiel des renseignements dont nous faisons état dans la présentation qui va suivre, c'est à elle que nous le devons.

Marcel Guiéyrosse

Le nom de Guiéyrosse est unique en Bretagne. En vérité la famille était certainement d'origine occitane, du plateau de Larzac où, curieusement, un certain Pierre Guiéyrosse, après avoir fait ses études dans une ville de l'Aveyron du nom de ... Nant, s'en vint s'établir, l'an II de la République, à Nantes en Bretagne où il devait épouser une ~~la Gallie~~ ~~jeune fille~~ ~~de~~ ~~la~~ Gallie de Kerizouët, originaire de Restrenn. C'est ainsi que cette branche des Guiéyrosse était devenue bretonne depuis un siècle, et bien bretonne !

Le père de Marcel Guiéyrosse, Pierre-Paul Guiéyrosse, né à Lorient le 11 mai 1841, mort à Paris le 19 mai 1914, polytechnicien, était ingénieur hydrographe de la marine.

(2) Il avait établi les cartes de tout le littoral breton).
Intelligence éclectique, il s'était passionné également
de bonne heure pour l'égyptologie, et ses travaux en
ce domaine lui firent obtenir en 1884 la chaire de
"philologie et antiquités égyptiennes" à l'"École des
Hautes Études".

Député de Lorient, de 1890 à 1910, il fut ministre
des colonies du cabinet Bourgeois de 1895 à
1896 - Radical-socialiste, c'est son mariage
avec une protestante qui fit entrer la famille dans
la religion réformée.

Il fut aussi un défenseur de la langue bretonne
et, avant même le Marquis de l'Estourbeillon,
était intervenu à la Chambre pour demander son
enseignement. Ce à quoi le futur président Dou-
mergue, alors ministre de l'Éducation Nationale,
lui avait fait l'ineffable réponse que cet enseignement
ne pouvait être envisagé, car il favoriserait le
"séparatisme". Vive le Pays de la Liberté et des
Droits de l'Homme!

C'est au manoir de Kerveleau, que ~~Marcel~~
~~Guéyroc~~ est né, le 21 avril 1881

vieille maison de famille, (en Caudan à cette
époque), que Marcel Guéyroc est né, le 21 avril
1881.

C'est à Paris qu'il fit ses études, au Lycée
Louis le Grand, puis à l'"École des Sciences Politiques"
dont il obtient le diplôme. Il s'y maria
également, le 21 avril 1904.

Nommé peu après sous-préfet de Sarlat, en
Dordogne, où il ne resta qu'18 mois, puis de
Vire, dans le Calvados, où naquit sa fille ~~un~~
Denise, le 21 avril 1907, et est contraint de démission-
ner 4 ou 5 ans plus tard (en 1910 ou 1911), à la suite d'un

③ duel (à l'épée) avec Henry Chéron, ancien sous-secrétaire d'Etat dans le cabinet de Clemenceau puis secrétaire d'Etat à la marine et futur ministre.

Esprit visiblement très indépendant pour suivre une tracé de carrière ^{d'Etat}. L'usage de son père, ^{trinitaire}, la langue de son pays ~~français~~ ^{breton} il se présente aux élections avec, à son programme, l'enseignement du breton, mais il est battu et, peu après, la guerre éclate!

Il n'est pas mobilisable et n'a jamais fait de service militaire car il marche difficilement. Il doit porter une chaussure orthopédique. De plus il souffre d'un décollement de la rétine.

Cependant, après la mort de son plus jeune frère, engagé et tué au front en 1915, il s'est porté volontaire lui-même, mais il est versé dans les services infirmiers.

Diplomate, il participera par la suite aux traités de paix, en 1919, en qualité de secrétaire aux affaires étrangères, aux côtés de Nicolas Pachitch, délégué de la Serbie à Paris. Ce sera pour lui l'occasion de séjourner en Yougoslavie jusqu'à la suppression de son poste.

Un temps sous-directeur d'une compagnie d'assurance, il devint se retirer à cause de sa vue déclinante. Il donne alors à Paris des leçons de français aux étrangers de passage. Il fait de fréquents séjours à Kerveleau, où réside sa mère et s'occupe de la propriété, devenue une société civile constituée par la famille.

Il a toujours profondément aimé la Bretagne, sa patrie, mais n'a pas cependant milité dans le mouvement breton d'avant la guerre qu'il trouve trop confessionnel et trop axé à droite; se bornant à écrire des poèmes, sur les Triades, notamment, qu'il

④ Dédicé à sa fille ~~unique~~ unique, Denise, car sa femme, à leur grand regret, n'a pas eu le bonheur d'avoir d'autres enfants - , espérant, lui dit-il souvent, qu'elle verra, elle, un jour, la Bretagne libre. Mais il sera, en 1919, un des premiers abonnés du journal "Breiz Atao". Il adhère au P.A.B. (Parti Autonomiste Breton) en 1929, puis au P.N.B dont il sera ~~secrétaire - trésorier de 1938 à 1939~~, ce qui lui vaudra d'être inculpé pendant la "drôle de guerre" (1939-1940). Il avait été secrétaire de la Section de Paris du P.N.B. ~~en remplacement de sa fille~~ de 1936 à 1939 en remplacement de sa fille fonctionnaire à la Statistique Générale de la France. Après la révocation ^{de celle-ci}, en septembre 1939, il revient avec elle en Bretagne -

membre du Comité Exécutif du C.N.B. (Conseil National Breton = "Kuzul broadel Breiz") en juillet 1940, il est avec ^{François} Dehaenais, Olier Mordrel, Célestin Laine, une des quatre figures de proue du rassemblement historique du château de Pontivy qui jette les bases d'une action nouvelle.

chef départemental du P.N.B pour le Morbihan d'octobre 1940 à décembre 1943, il suivra C. Laine dans sa décession.

Devenu vice-président du neo-P.N.B. Breiz Atao, qui affirme un nationalisme pur et dur, face au P.N.B. Delaporte, plus conciliant, il sera contraint en 1944 de se réfugier en Allemagne avec sa famille.

Il est fait prisonnier par les Américains qui le livrent aux Français et sera condamné, en juin 1946, à cinq années d'incarcération, indignité nationale et, en prime, la confiscation de ses biens,

⑤ mais la noblesse de son attitude, lors de son procès, forcera l'admiration de ses juges.

Devenu en prison complètement aveugle, il sera libéré en 1948. Interdit de séjour en Bretagne, il se réfugie à Paris, 19 rue Port Royal, dans l'appartement de son beau-frère qui, pour ne pas parler du tout ses idées, n'en avertit pas moins le sens de la famille et de l'honneur.

Il vitra dès lors chichement, d'une petite pension et de secours que sa fille, devenue secrétaire de son oncle, lui apporte, s'efforçant de soutenir, par son témoignage et par ses écrits, les patriotes bretons emprisonnés et souvent soumis aux pires exactions, s'efforçant de briser le mur de silence dont on entoure la Répression.

Il a appris le braille en prison, grâce à l'aide d'un de ses codétenus, un Italien, aveugle lui-même, victime d'une épouvantable tragédie.

Cela lui permettra de mieux rompre son isolement. Il est mort à Paris en 1967, ban de son pays, à l'âge de 86 ans.

Ses œuvres

Outre son ouvrage "La Langue Bretonne" - "Ce qu'elle fut, ce qu'elle est, ce qui se fait pour elle et contre elle" - , paru aux Nouvelles Editions Bretonnes (Quimper 1936 - 271 pages), écrit à la demande de Dehaenai, après la parution d'une simple brochure du même nom en 1925, il est l'auteur :

⑥ - d'un petit roman, "Militza", rédigé après son retour de Yougoslavie -

- d'un autre livre: "Bretons et Protestants" (Editions de la Cause) et ^{ontu l'étude qui va suivre} de nombreux articles politiques dispersés -

Yann Bouërœf du Bourg

10 - 6 - 1994

1-7-94

(Setu, Keneil Ker, Rakstrid
(introduction) da Studiadem Nercal Guéyoss
Kaset em hoc arvezhan da Denise Luec-
Guéyoss afin qu'elle me signale les erreurs
éventuelles) -

(Va difarezit emañ o verdeñ
er brezhoneg d'an galleg hep
gouzout din !)

A wi galon ganesi'ñ
erit Breizh !

V. B. B.

18-1095

Jatuy er Male

Kenard Ken,

publiiez tous les documents mais
ne me renvoyez qu'les dernier (3^e
partie Arrasniat alhi Ralliu) - Ces
documents font la valeur de Arum ha
Du' car ils sont incontestables - dans
100 ans on les recherchera -

Nos lettres ne sont croisées -
j'ai retrouvé le coupon O.F. au
sujet du Pape - Il faudrait le texte
intégral car ils ont mis naturellement le
minimum -

A. du on peu de leur gent on
geloouem alaman - " Na vo Ken
monag era on Stad c' hall a - rack
fin ar c' hundred - main -

Oui publiiez ^{nos vers} toutes les fiches de l'air -
cripter à " Henry Kant " (documents -
Henry Kant est près de Spezet et Geneve
(sur Spezet j'us)

A wi yalon
Y. B. B.

TSVP →

libres opinions

à propos du Marquis de la Rouërie
et de la guerre en général.

quoique l'un de mes ancêtres
(américain) y ait joué un rôle
important et que j'ai moi-même
fondé une "Comité de la Rouërie" qui
associe Bretons et Américains,
c'est au défenseur des libertés
Bretonnes que mon cœur est attaché.

Quant à cette guerre d'Amérique
elle me paraît à distance tout à fait
inutile et aurait pu parfaitement
être évitée sans la stupidité du
gouvernement anglais. (Elle ne
fut d'ailleurs soutenue que par
le tiers de la population des Colo-
nies rebelles, un autre tiers était
hostile et le troisième restant
neutre.)

Par ailleurs, quoique naïvement
pas beaucoup les chiffres, il
faut tout de même songer que

la Grande Bretagne à cette époque
comptait 8 millions d'habitants
alors que les Américains en avaient
déjà 4 millions en pleine et rapide
expansion de telle façon que leur
développement ne pouvait que
s'accroître. Ils seraient devenus
très prééminents au sein de l'Empire
ce que n'aurait fait que renverser
ce facteur d'équilibre mondial
(la faute fondamentale de
l'Angleterre restant son attitude
envers l'Irlande dont les cou-
pables sont pour une large part
les descendants des colons de
Cromwell.)

Je crois d'ailleurs que toutes
les guerres à part celles de li-
bération nationale, quand
toute possibilité de dialogue
est barrée par la notion do-
minante (ce qui est justement
le cas de la Bretagne) sont inu-

viles et abominables, d'autant plus que la responsabilité est toujours rejetée sur les vaincus.

Aucun historien honnête cependant ne pourrait prétendre aujourd'hui que la 1^{ère} guerre mondiale fut voulue et préparée par les impérialistes panslavistes russes avec la complicité de la France - l'Angleterre inquiète du développement économique de l'Allemagne était enchantée de s'y associer.

Quant à la seconde, si le roi Edward VIII était resté sur son trône elle ne aurait jamais eu lieu à l'ouest. L'affaire de son mariage avec Mrs Simpson n'a jamais été qu'un mauvais prétexte inventé par les bellicistes britanniques.

On pourrait dire encore une fois la même chose de presque toutes les autres guerres. Des différentes nations sont faites pour vivre côte à côte au sein de grands ensembles

²
s'enrichissant naturellement de leurs valeurs réciproques.

L'État Nation est une idole et n'a d'ailleurs historiquement presque jamais existé.

2.18.10-95